

# Boîte à outils pour impliquer le secteur privé dans les plans nationaux d'adaptation (PNA)

Supplément aux Directives techniques de la CCNUCC pour le processus des PNA



La *Boîte à outils pour impliquer le secteur privé dans les plans nationaux d'adaptation (PNA)* est une publication conjointe du Réseau mondial de PNA et du Comité de l'adaptation de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

## RÉFÉRENCE EXACTE

Crawford, A., Church, C., et Ledwell, C. (2020). *Boîte à outils pour impliquer le secteur privé dans les plans nationaux d'adaptation (PNA): Supplément aux Directives techniques de la CCNUCC pour le processus des PNA*. Réseau mondial de PNA et Comité de l'adaptation de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Institut international du développement durable.

## AUTEURS

Alec Crawford  
Clare Church  
Christian Ledwell

## REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier les organismes et organisations suivants pour leurs précieuses contributions au contenu de cette boîte à outils (par ordre alphabétique):

Comité de l'adaptation

Deutsche Gesellschaft für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ)

Secrétariat de la CCNUCC

Winrock International

## LICENCE CREATIVE COMMONS

Ce rapport est publié sous [licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](#). Cette publication peut être librement citée et reproduite à condition i) que la source soit mentionnée, ii) que le matériel ne soit pas utilisé à des fins commerciales et iii) que toute adaptation du matériel soit distribuée sous la même licence.

## © 2020 Institut international du développement durable (IISD)

Photo de couverture par Alex Hudson/Unsplash

Toutes les images demeurent la propriété exclusive de leur source et ne peuvent être utilisées à une fin quelconque sans l'autorisation écrite de ladite source.

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions des bailleurs de fonds du Réseau mondial de PNA ou des participants au Réseau.

# **Boîte à outils pour impliquer le secteur privé dans les plans nationaux d'adaptation (PNA)**

---

Supplément aux Directives  
techniques de la CCNUCC  
pour le processus des PNA

**mai 2020**

## À PROPOS DU RÉSEAU MONDIAL DE PNA

Le Réseau mondial de PNA a été créé en 2014 pour soutenir les pays en développement dans l'avancement de leurs processus de PNA et contribuer à accélérer les efforts d'adaptation à travers le monde. À cette fin, le Réseau facilite l'apprentissage entre pairs et les échanges soutenus entre pays du Sud, soutient les actions menées au niveau national pour l'élaboration et la mise en œuvre des PNA et renforce l'appui bilatéral en faveur de l'adaptation et des secteurs sensibles au climat par la coordination des donateurs. Le Réseau est soutenu financièrement par l'Allemagne, l'Autriche, le Canada et les États-Unis. Son Secrétariat est hébergé au sein de l'Institut international du développement durable. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site [www.napglobalnetwork.org](http://www.napglobalnetwork.org).

## À PROPOS DU COMITÉ DE L'ADAPTATION

Le Comité de l'adaptation (CA) a été créé en 2010 au titre du Cadre de Cancún pour l'adaptation afin de promouvoir la mise en œuvre des mesures d'adaptation. Le CA fournit aux parties des conseils et un soutien techniques en partageant avec elles des informations, connaissances, expériences et bonnes pratiques pertinentes. Il contribue à promouvoir des synergies et à renforcer la collaboration avec les organisations, centres et réseaux aux échelons national, régional et international. Il fournit des informations et des recommandations en vue de leur examen par la Conférence des Parties relatives à l'amélioration de la mise en œuvre des mesures d'adaptation, notamment à travers une collaboration avec le secteur privé. Pour plus d'informations relatives au CA, veuillez consulter le site <https://unfccc.int/Adaptation-Committee>.

## INFORMATIONS DE CONTACT

### Secrétariat du Réseau mondial de PNA

a/s de l'Institut international du  
développement durable (IISD)  
111 avenue Lombard, bureau 325  
Winnipeg, Manitoba, Canada R3B 0T4

Téléphone : +1 (204) 958-7700

Courriel : [info@napglobalnetwork.org](mailto:info@napglobalnetwork.org)

### Comité de l'adaptation

Secrétariat des Nations Unies sur les  
changements climatiques  
Platz der Vereinten Nationen 1  
53113 Bonn, Allemagne

Téléphone : +49.228.815 10 00

Courriel : [ac@unfccc.int](mailto:ac@unfccc.int)

## AVERTISSEMENT

Cette boîte à outils est remise uniquement à des fins d'information publique, y compris toute référence faite à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), au protocole de Kyoto ou à l'Accord de Paris, ainsi qu'à toute décision pertinente à leur égard. Aucune responsabilité ne saurait être engagée quant à l'exactitude ou à l'utilisation des informations fournies. S'agissant d'une publication technique, le langage exact utilisé ne saurait se comprendre en tant que modification ou réinterprétation d'une quelconque disposition contenue dans ces décisions pertinentes mentionnées ci-dessus. Par souci de clarté, en particulier, la formulation concise « processus de PNA » est employée dans l'ensemble du document à la place de la phrase « processus permettant [...] d'élaborer et d'exécuter des plans nationaux d'adaptation » contenue dans la Décision 1/CP.16 et des décisions ultérieures. Conformément à ces décisions, le « processus de PNA » a été créé afin de permettre aux Parties appartenant à la catégorie des pays les moins avancés d'élaborer et de mettre en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PNA) en s'appuyant sur leur expérience en matière de préparation et de mise en œuvre de programmes d'action nationaux d'adaptation. Il s'agit d'un moyen d'identifier les besoins à moyen et à long terme en matière d'adaptation et d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies et programmes pour répondre à ces besoins. Veuillez noter qu'en suivant cette approche, cette publication ne vise ni à réinterpréter toute décision existante de la CCNUCC ni à préjuger toute éventuelle décision future à cet égard.

# Table des matières

<b>1</b>	Introduction .....	1
1.1	Qu'est-ce que la Boîte à outils ? .....	2
1.2	À qui s'adresse la Boîte à outils ? .....	3
1.3	Comment utiliser la Boîte à outils ? .....	3
1.4	Qui a élaboré la Boîte à outils ? .....	4
<b>2</b>	L'argument commercial : Impliquer le secteur privé dans le processus de PNA.....	7
2.1	Pourquoi les gouvernements devraient-ils impliquer le secteur privé dans le processus de PNA ? .....	9
2.2	Pourquoi le secteur privé devrait-il s'impliquer dans le processus de PNA ? .....	14
<b>3</b>	Impliquer le secteur privé : Étapes clés .....	20
3.1	Élément A : Travail préparatoire et prise en compte des lacunes .....	23
3.2	Élément B: Éléments de la phase préparatoire .....	34
3.3	Élément C : Stratégies de mise en œuvre .....	39
3.4	Élément D : Notification, suivi et examen .....	45
<b>4</b>	Ressources pour impliquer le secteur privé dans le processus de PNA .....	52
	Références.....	60
	Annexe 1. Cartographier les parties prenantes du secteur privé : Deux approches.....	66
	Annexe 2. Questionnaire pour apprécier et évaluer l'implication du secteur privé dans le processus de PNA .....	69

## Liste des acronymes

<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
<b>CDN</b>	contribution déterminée au niveau national
<b>GEPMA</b>	Groupe d'experts des pays les moins avancés
<b>GIZ</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
<b>MPME</b>	micro, petites et moyennes entreprises
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ODI</b>	Institut de développement d'outre-mer
<b>PNA</b>	plan national d'adaptation
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>PPP</b>	partenariat public-privé
<b>S &amp; E</b>	suivi et évaluation
<b>TCFD</b>	Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives au climat
<b>UNFCCC</b>	United Nations Framework Convention on Climate Change
<b>UNEP FI</b>	United Nations Environment Programme Finance Initiative

# 1

## Introduction





## 1.1 Qu'est-ce que la Boîte à outils ?

Cette boîte à outils est conçue pour appuyer les efforts des pays pour élaborer des stratégies visant à impliquer systématiquement les acteurs du secteur privé dans leur processus de plan national d'adaptation (PNA), lorsque cela s'avère utile. Pour cela, ces acteurs devront être amenés à participer à toutes les étapes du processus de PNA, comme indiqué dans les *Directives techniques pour le processus des PNA*, élaborées en 2012 par le Groupe d'experts des pays les moins avancés (GEPMA) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC, 2012).

Comme le démontre clairement la science des changements climatiques, les activités humaines provoquent déjà un réchauffement planétaire significatif. Dans son rapport spécial de 2018 intitulé *Global warming of 1.5°C*, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a estimé que le réchauffement climatique devrait atteindre 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels entre 2030 et 2052 si les tendances actuelles se poursuivent (Intergovernmental Panel on Climate Change, 2018). Les impacts de ce niveau de réchauffement seraient largement répandus et souvent graves pour l'ensemble des pays et écosystèmes, soulignant la nécessité critique et impérieuse d'une intensification de l'action visant à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre. En même temps, et compte tenu des nombreux impacts déjà ressentis et maintenant inévitables dans un avenir prévisible, une urgence similaire se présente pour les ménages, les communautés et les pays, qui devront s'adapter à l'augmentation des températures, à l'évolution des régimes de précipitations, à l'élévation du niveau de la mer et à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques.

Établi dans le contexte du cadre de Cancún pour l'adaptation, le processus de PNA fournit aux gouvernements un moyen d'identifier leurs besoins d'adaptation à moyen et long terme et d'élaborer des stratégies et des programmes ultérieurs pour y répondre (United Nations Framework Convention on Climate Change [UNFCCC], 2019a). Cela comprend les processus par lesquels les pays évaluent leurs vulnérabilités climatiques et intègrent les risques climatiques et les mesures d'adaptation dans leurs plans et processus de développement plus larges. Bien que le processus de PNA reste un processus dirigé par les gouvernements et appartenant au pays concerné, un processus de PNA efficace est inclusif, participatif et devrait impliquer un éventail de groupes de parties prenantes, y compris le secteur privé.

Cette boîte à outils vise à aider les gouvernements à développer des stratégies permettant d'assurer l'implication efficace des acteurs du secteur privé dans le processus de PNA. Elle est conçue comme un document d'orientation et n'est pas prescriptive ; ce qui fonctionne dans un contexte peut ne pas fonctionner dans un autre et, à ce titre, les utilisateurs devraient adopter les méthodes et les approches les plus adaptées à leurs réalités nationales ou locales. Les

utilisateurs devraient également exercer leur pouvoir discrétionnaire quant aux aspects de leur processus de PNA qui bénéficieraient de l'implication du secteur privé (tels que les consultations sur la priorisation et le financement des mesures d'adaptation) et quant aux domaines où l'implication du secteur privé n'est pas nécessaire (tels que les discussions sur l'intégration de l'adaptation dans les budgets ministériels).

Il est à espérer qu'en impliquant le secteur privé dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'adaptation, les gouvernements intensifieront leur réponse aux impacts des changements climatiques et renforceront davantage la résilience de leur population.

## 1.2 À qui s'adresse la Boîte à outils ?

Cette boîte à outils a été rédigée à l'attention des équipes gouvernementales qui dirigent le processus de PNA de leur pays. Elle peut être utilisée par ces équipes tout au long du processus de PNA ; cependant, il est préférable d'intéresser et de faire participer le secteur privé dès les premiers stades des activités d'adaptation, et particulièrement lors des phases de planification, afin d'assurer l'implication significative et continue de ces acteurs tout au long des étapes ultérieures. L'engagement à long terme de ces acteurs est beaucoup plus probable lorsqu'ils estiment que leurs voix, leurs intérêts et leurs besoins sont pris en compte dans les plans d'adaptation du pays.

Dans de nombreux pays, le processus de PNA est coordonné par les ministères nationaux chargés du climat et de l'environnement. Néanmoins, dans les pays en développement, un processus de PNA efficace requiert le soutien et la participation d'un large éventail de ministères et d'organismes, y compris ceux qui sont responsables des finances et de la planification du développement ainsi que des secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture, la pêche, l'eau et la santé (Hammill & Price-Kelly, 2015). Cette boîte à outils est ainsi destinée à tous les acteurs nationaux qui veillent à l'implication du secteur privé dans les efforts nationaux de planification de l'adaptation. Et bien que les gouvernements infranationaux ne constituent pas le public principal de cette boîte à outils, certaines approches qui y figurent peuvent également être pertinentes pour impliquer le secteur privé dans les processus de planification de l'adaptation à l'échelon infranational.

## 1.3 Comment utiliser la Boîte à outils ?

Cette boîte à outils a pour objectif de guider une équipe de PNA à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie d'implication du secteur privé afin que les acteurs du secteur privé puissent agir en tant que parties prenantes dans les phases de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du processus de PNA.

En tant que supplément aux *Directives techniques pour le processus des PNA* de la CCNUCC, cette boîte à outils suit la même structure générale. Elle guide les gouvernements à travers les quatre éléments (ou étapes) à suivre dans l'élaboration d'une stratégie pour le secteur privé et les sous-étapes requises pour chacun de ces éléments. Ces quatre éléments du processus de PNA sont tirés des Directives techniques du GEPMA :

- Élément A : Travail préparatoire et prise en compte des lacunes
- Élément B : Éléments de la phase préparatoire
- Élément C : Stratégies de mise en œuvre
- Élément D : Notification, suivi et examen

La progression à travers les différentes étapes énumérées dans cette boîte à outils dépendra des ressources humaines et financières dont dispose le gouvernement.

## 1.4 Qui a élaboré la Boîte à outils ?

Cette boîte à outils a été élaborée par l'Institut international du développement durable, qui héberge le Secrétariat du Réseau mondial de PNA, et par le Comité de l'adaptation de la CCNUCC. Elle a également bénéficié grandement des contributions d'experts de Winrock International et de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

La boîte à outils se fonde sur un document rédigé par le GEPMA, *Directives techniques pour le processus des PNA* de la CCNUCC (2012), et s'appuie sur le rapport du Réseau mondial de PNA intitulé *Impliquer le secteur privé dans les processus nationaux de planification de l'adaptation* (Crawford & Church, 2019). Elle a été élaborée sur la base de recherches approfondies et de consultations avec des acteurs du secteur privé et des experts en la matière ainsi qu'à travers des expériences préliminaires dans l'élaboration de stratégies nationales pour impliquer le secteur privé dans le processus de PNA.

### Encadré 1. Le processus de PNA

La planification de l'adaptation est essentielle pour préparer les communautés et les écosystèmes à faire face aux impacts des changements climatiques. Grâce à la planification de l'adaptation, les parties prenantes peuvent mieux connaître l'éventail des risques et opportunités climatiques auxquels elles sont confrontées et peuvent décider d'une voie à suivre pour répondre à ces facteurs afin de réduire leur vulnérabilité globale aux changements climatiques (Adaptation Committee, 2019b ; PROVIA, 2013).

Cette boîte à outils se concentre sur le processus de PNA. Au titre de la CCNUCC, le processus permettant d'élaborer et d'exécuter des PNA a été établi en 2010 en vertu du cadre de Cancún pour l'adaptation (CCNUCC, 2010) en tant que moyen d'identifier les besoins à moyen et à long terme en matière d'adaptation et d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies et programmes pour répondre à ces besoins. Son importance est rappelée dans l'Accord de Paris de 2015 (CCNUCC, 2015).

Le processus de PNA a pour objectifs de réduire la vulnérabilité aux changements climatiques et de faciliter l'intégration des changements climatiques dans la planification du développement national dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernance (CCNUCC, 2012). Conformément à ses principes directeurs, il s'agit d'un processus permanent, progressif et itératif coordonné avec les objectifs, plans, politiques et programmes nationaux de développement durable. Il est piloté par les pays, sensible au genre, participatif et pleinement transparent ; il prend en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables ; et il s'inspire des meilleurs travaux scientifiques disponibles et des connaissances autochtones et traditionnelles (CCNUCC, 2012). Le processus de PNA est un outil essentiel pour stimuler les investissements en faveur de l'adaptation et pour garantir leur utilisation efficace et ciblée là où les besoins sont les plus pressants.

*Les Directives techniques pour le processus des PNA* du GEPMA (CCNUCC, 2012) recommandent le recours à un processus de PNA en quatre étapes en vue de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de l'adaptation :

- Élément A : Travail préparatoire et prise en compte des lacunes
- Élément B : Éléments de la phase préparatoire
- Élément C : Stratégies de mise en œuvre
- Élément D : Notification, suivi et examen

Cette boîte à outils fait référence aux Directives techniques du GEPMA et propose un soutien sur la manière d'impliquer le secteur privé à chacune des quatre étapes du processus de PNA.

Un certain nombre de notes d'orientation supplémentaires ont été élaborées par les Nations Unies et par d'autres acteurs sur des sujets spécifiques liés à la planification nationale de l'adaptation, y compris la note d'orientation *Impliquer le secteur privé dans les processus nationaux de planification de l'adaptation* publiée par le Secrétariat du Réseau mondial de PNA (Crawford & Church, 2019). Des ressources et des boîtes à outils additionnelles se trouvent à la Section 4.

# 2

---

## L'argument commercial : Impliquer le secteur privé dans le processus de PNA



Étant donné que l'implication significative du secteur privé sera essentielle à la réussite globale du processus de PNA dans de nombreux pays, elle devrait être envisagée dès les premières étapes du processus lorsque cela est possible. Cette section décrit d'abord pourquoi le processus de PNA bénéficierait de la participation du secteur privé, puis examine l'argument commercial en faveur de l'implication des acteurs du secteur privé dans le processus de PNA.

Les acteurs du secteur privé étant variés et multiformes, ils diffèrent selon leurs motivations lorsqu'il s'agit de s'impliquer dans des activités d'adaptation aux changements climatiques. Pour certains, les activités d'adaptation peuvent être justifiées par la recherche de bénéfices et de nouveaux marchés ou par le souhait de réduire les risques commerciaux ; pour d'autres, il peut s'agir d'une réponse aux politiques, aux réglementations ou aux signaux donnés par les investisseurs. Des acteurs différents auront des profils différents en matière de risques et de capacités, ce qui influera sur leur volonté et leur capacité d'investir leurs propres fonds en faveur du développement de nouveaux marchés ou instruments pour appuyer l'adaptation aux changements climatiques (United Nations Environment Programme Finance Initiative [UNEP FI] et al., 2016).

Les acteurs du secteur privé diffèrent selon leur taille (micro, petite, moyenne ou grande) et selon leur secteur.<sup>1</sup> Ils peuvent prendre la forme de grandes sociétés cotées en bourse ; de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ; de financeurs et investisseurs privés ; de compagnies d'assurance ; et de fondations privées. Dans ce rapport, le secteur privé est réparti globalement entre les entreprises privées et les financeurs privés (Crawford & Church, 2019). Les entreprises privées sont des sociétés commerciales non étatiques qui fournissent des produits et services qui renforcent la résilience climatique dans l'optique d'appuyer les priorités du PNA, et qui réalisent des investissements afin d'améliorer la résilience de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement. Les financeurs privés fournissent aux entreprises privées un financement direct pour les activités d'adaptation et peuvent appuyer les interventions gouvernementales par le biais de partenariats public-privé (Crawford & Church, 2019). Ce financement peut comprendre les fonds de capitaux propres, les fonds de dette souveraine, les fonds spéculatifs, les investisseurs providentiels et les investisseurs en entreprises sociales.

---

<sup>1</sup> Dans cette boîte à outils, le terme « secteur » utilisé seul désigne l'ensemble des secteurs politiques (par ex., l'agriculture, les transports, la pêche, l'eau, le tourisme, la sylviculture, la santé, etc.) plutôt que la répartition entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux (par ex., le secteur public par opposition au secteur privé).

## 🔗 RESSOURCES RECOMMANDÉES : L'argument commercial

### [Climate Expert](#)

L'outil Climate Expert propose une approche en quatre étapes et des documents de travail aux entreprises, particulièrement les MPME, pour analyser et évaluer les risques et opportunités liés aux changements climatiques pouvant avoir une incidence sur leurs activités. Il a été élaboré par la [GIZ](#) (n.d.).

### [The Business Case for Responsible Corporate Adaptation: Strengthening Private Sector and Community Resilience](#)

Ce rapport de l'initiative [Caring for Climate](#) présente l'argument commercial incitant les entreprises à mettre en œuvre des activités d'adaptation qui contribuent à la réalisation des Objectifs de développement durable et à la résilience sociétale (United Nations Global Impact, 2015).

### [Advancing the Engagement of the Private Sector in Adaptation](#)

Cette revue de la littérature préparée par le [Comité de l'adaptation](#) (Adaptation Committee, 2017) de la CCNUCC donne un aperçu utile de la manière dont les acteurs du secteur privé peuvent être mieux impliqués dans l'adaptation.

## 2.1 Pourquoi les gouvernements devraient-ils impliquer le secteur privé dans le processus de PNA ?

### **A) LES ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ PEUVENT ÊTRE UNE SOURCE DE FINANCEMENT POUR LES OPTIONS D'ADAPTATION.**

Dans un scénario de réchauffement de 2 °C, les besoins d'investissement pour l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement devraient atteindre un montant compris entre 140 milliards d'USD et 300 milliards d'USD par an d'ici 2030 (UNEP FI et al., 2016). Ces coûts, bien que déjà importants, ne devraient faire qu'augmenter dans des scénarios de réchauffement plus élevé. Étant confrontés à des budgets limités et à l'augmentation du coût de l'adaptation, les gouvernements nationaux se retrouvent souvent dans l'incapacité de supporter seuls ces coûts (Fayolle et al., 2019). Les lacunes de ce financement peuvent être comblées par un certain nombre de sources alternatives, notamment les fonds climatiques internationaux, les donateurs bilatéraux et le secteur privé.



Dans le secteur privé, les investissements dans l'adaptation peuvent provenir à la fois des entreprises privées, car elles investissent dans leurs propres activités et chaînes d'approvisionnement, et des financeurs privés, y compris les banques commerciales privées, les institutions de microfinancement, les compagnies d'assurance, les investisseurs institutionnels, les investisseurs en capital et en capital-risque, les fondations privées et les organisations caritatives (Parry et al., 2017). Les financeurs privés peuvent fournir aux entreprises privées un financement direct pour les mesures d'adaptation et peuvent appuyer les interventions gouvernementales par le biais de partenariats public-privé (Crawford & Church, 2019). Dans de nombreux cas, le secteur privé est particulièrement bien placé pour prendre en charge ces investissements, compte tenu de sa rapidité d'exécution et de sa souplesse relative à l'égard des instruments financiers (Fayolle et al., 2019 ; Crawford & Church, 2019). En fonction de l'ampleur du projet, des coûts de transaction, du capital requis, des risques associés et des objectifs, un large éventail d'instruments financiers peut être utilisé, notamment des micro-prêts, des prêts aux entreprises, des obligations d'entreprise, le financement de projets, le capital-risque et d'autres instruments de capitaux propres (UNEP FI et al., 2016).

#### RESSOURCES RECOMMANDÉES : Le financement de l'adaptation

##### ***Opportunities and Options for Adaptation Finance, Including in Relation to the Private Sector***

Ce document technique rédigé par le secrétariat de la [CCNUCC](#) (UNFCCC, 2019b) propose une vue d'ensemble du paysage mondial du financement de l'adaptation, du lien entre la planification et le financement de l'adaptation, des impacts du financement de l'adaptation et du rôle que peut jouer le secteur privé dans le financement de l'adaptation.

## **B) LES ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ PEUVENT METTRE EN ŒUVRE DES OPTIONS D'ADAPTATION.**

Lors de l'implication des acteurs du secteur privé, il importe qu'ils ne soient pas considérés seulement comme une source de financement, mais aussi comme des organes de mise en œuvre précieux pour les options et les priorités d'adaptation. Les entreprises du secteur privé peuvent investir dans l'augmentation de la résilience de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement face aux risques climatiques. Une exploitation agricole, par exemple, pourrait installer un système d'irrigation qui améliore l'efficacité de l'utilisation de l'eau, ou un fabricant pourrait investir dans des défenses côtières afin de réduire la vulnérabilité des ports aux ondes de tempête. Ces entreprises peuvent également concevoir, fournir et utiliser de nouveaux produits ou services qui aident les individus et les communautés à mieux s'adapter et à accroître leur

résilience, tels que des semences pour des cultures résistantes au climat, des équipements pour des systèmes d'alerte précoce et des applications pour smartphone permettant une meilleure distribution et documentation d'informations climatiques.

Les MPME joueront un rôle particulièrement important dans la prolifération et la mise en œuvre des options d'adaptation identifiées dans le processus de PNA ; elles représentent environ 90 % de toutes les entreprises des pays en développement, et un grand nombre d'entre elles sont actives dans des secteurs dépendant du climat tels que la pêche, l'eau et l'agriculture (Crawford & Church, 2019 ; Schaer & Kuruppu, 2018). Bien que cela présente des défis, les équipes gouvernementales devraient essayer d'impliquer les MPME dès les premières étapes du processus de PNA. Les impliquer par le biais de multiplicateurs d'affaires ou d'associations professionnelles peut s'avérer le moyen le plus efficace et le plus performant de s'assurer qu'ils demeurent des acteurs clés pendant la phase de mise en œuvre du processus de PNA.

#### RESSOURCES RECOMMANDÉES : Le rôle des MPME dans la mise en œuvre de l'adaptation

##### ***Private-Sector Action in Adaptation: Perspectives on the Role of Micro, Small and Medium Size Enterprises***

Cet ouvrage de [l'Université technique du Danemark](#) et du [PNUÉ](#) explore différentes perspectives concernant le rôle des MPME dans les pays en développement, leurs efforts visant à minimiser les effets néfastes des changements climatiques sur leurs entreprises et la manière dont ils peuvent identifier les opportunités commerciales dans la mise en œuvre de l'adaptation (Schaer & Kuruppu, 2018).

##### ***Business Unusual: Why the Climate is Changing the Rules for our Cities and SMEs***

Ce rapport élaboré par [l'Initiative financière du Programme des Nations Unie pour l'environnement](#) (United Nations Environment Programme Finance Initiative [UNEP FI], 2015) décrit le rôle central que peut jouer le secteur des assurances en collaborant avec les PME et les villes pour renforcer la résilience climatique.

##### ***Fostering Engagement of the Agri-Food Sector in Resilience to Climate Change***

Ce rapport d'atelier publié par le [Comité de l'adaptation](#) de la CCNUCC (UNFCCC, 2019a) souligne l'importance cruciale de l'implication du secteur privé dans les efforts d'adaptation et explore l'argument commercial en faveur de l'adaptation dans le secteur agroalimentaire.

### **C) DANS DE NOMBREUX CAS, LES ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ ENTREPRENNENT DÉJÀ DES EFFORTS EN FAVEUR DE L'ADAPTATION.**

De nombreux acteurs du secteur privé participent déjà de manière active aux mesures d'adaptation ou investissent en ce sens, même sans forcément le signaler comme tel. Les efforts d'une entreprise en matière de responsabilité sociale des entreprises, de durabilité, de résilience ou de changements climatiques, entre autres, pourraient tous potentiellement contribuer à la réalisation des objectifs d'adaptation. L'objectif principal de l'initiative Project Grow lancée par Heineken en Jamaïque, par exemple, consiste à remplacer les importations de sirop de maïs faites par l'entreprise par un amidon de manioc plus résistant aux changements climatiques et cultivé localement. Cela fait preuve de bon sens sur le plan commercial tout en réduisant la vulnérabilité climatique de sa bière locale, Red Stripe, et des agriculteurs qui la produisent (Heineken N.V., 2018). Dans le cadre du programme, les activités comportaient la formation des agriculteurs aux méthodes durables de culture, la promotion de l'utilisation de variétés de manioc résistantes à la sécheresse et à haut rendement et la fourniture d'une assistance technique aux communautés locales (Jamaica Observer, 2017). Bien que ce projet n'ait pas été élaboré dans le contexte du processus de PNA de la Jamaïque, il remplit néanmoins certaines de ses priorités stratégiques à travers la promotion de l'adaptation dans le secteur agricole.

Les équipes gouvernementales devraient chercher à impliquer les acteurs du secteur privé dans le processus de PNA afin que les efforts continus déployés par les entreprises pour accroître la résilience soient alignés avec les objectifs et stratégies nationaux d'adaptation. Une action renforcée en matière d'adaptation, telle que définie par les Directives techniques du GEPMA, ne devrait pas entraîner la duplication des efforts entrepris dans le pays (CCNUCC, 2012). Il est donc dans l'intérêt des équipes gouvernementales de se coordonner avec les acteurs du secteur privé qui sont déjà impliqués dans les efforts d'adaptation pour faire en sorte que la répétition des efforts soit réduite au minimum et pour confirmer au contraire que ces actions sont soutenues et mises à profit pour les objectifs généraux du processus de PNA.

## RESSOURCES RECOMMANDÉES : L'implication continue du secteur privé en faveur de l'adaptation aux changements climatiques

### **[Participation du secteur privé à l'adaptation au changement climatique : Approches de la gestion des risques climatiques](#)**

Ce document de travail de [l'Organisation de coopération et de développement économiques](#) (OCDE, 2011) examine les progrès réalisés par le secteur privé dans l'adaptation aux changements climatiques en tirant des informations de 16 études de cas provenant d'un éventail d'industries. Il fournit un aperçu de la sensibilisation des entreprises aux risques et vulnérabilités climatiques et de leur mise en œuvre de mesures d'adaptation destinées à y remédier.

### **[CCNUCC : Base de données de la Private Sector Initiative](#)**

Élaborée dans le cadre de la [Private Sector Initiative](#) de la CCNUCC (UNFCCC, n.d.), cette base de données en ligne présente des bonnes pratiques et des études de cas fructueuses portant sur l'adaptation aux changements climatiques et qui sont menées par des entreprises privées issues d'un large éventail de secteurs et de régions.

## **D) LA PARTICIPATION EFFICACE DES PARTIES PRENANTES EST DÉTERMINANTE POUR LE PROCESSUS DE PNA.**

La participation du secteur privé est indispensable à la réussite et à la durabilité globales du processus de PNA ; elle s'aligne sur les principes directeurs généraux et les objectifs d'une action renforcée pour l'adaptation tels qu'énoncés par la Conférence des Parties à la CCNUCC. Lors de la 17e session de la Conférence des Parties, il a été convenu que les processus d'adaptation devaient suivre une démarche impulsée par les pays, soucieuse de l'égalité des sexes, participative et totalement transparente (CCNUCC, 2012).

Pour que le processus de PNA soit entièrement participatif, il doit impliquer toutes les parties prenantes concernées dans la planification, la mise en œuvre et le suivi et évaluation (S & E) des options et priorités d'adaptation. Le secteur privé devrait figurer parmi ces parties prenantes, compte tenu de son importance dans la fourniture de moyens de subsistance, la création de biens et de services qui soutiennent l'adaptation et le financement direct ou indirect des mesures d'adaptation. Dans les seuls pays en développement, le secteur privé représente environ 60 % du produit intérieur brut, 80 % des flux de capitaux et 90 % des emplois (Organisation for Economic Co-operation and Development, 2015). Ainsi, le secteur privé se compose d'acteurs clés qui doivent être impliqués dans le processus.

Il ne faut pas non plus négliger les entreprises dirigées par des femmes et axées sur les femmes, un segment souvent mal desservi du secteur privé. Leur inclusion contribue non seulement à la sensibilité aux questions de genre qui doit caractériser le processus de PNA, mais les faits démontrent également que leur participation peut apporter des avantages connexes dans une variété de secteurs, y compris l'alimentation, la sécurité économique et la santé (International Union for Conservation of Nature, 2015).

## 2.2 Pourquoi le secteur privé devrait-il s'impliquer dans le processus de PNA ?

### **A) L'IMPLICATION PEUT APPUYER LA GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES.**

Les changements climatiques peuvent présenter un certain nombre de risques pour la longévité et la réussite des exploitants commerciaux et de leurs activités, en particulier pour les acteurs travaillant dans des secteurs tributaires du climat tels que l'agriculture. Les risques physiques peuvent comprendre les dommages aux immobilisations subis lors d'événements météorologiques extrêmes, notamment les inondations et les tempêtes extrêmes, ou lors d'événements à évolution plus lente comme la sécheresse, l'élévation des températures et des régimes de précipitation de moins en moins fiables (Crishna Morgado & Lasfargues, 2017). La mine de diamants Diavik de Rio Tinto dans le nord du Canada, par exemple, utilisait généralement une « autoroute de glace », construite sur du pergélisol et sur des rivières et lacs gelés, pour transporter les équipements et les extrants vers et depuis le site minier (Sussman & Freed, 2008). En 2006, l'autoroute a été fermée de manière précoce en raison de températures plus douces ; en conséquence, l'entreprise a dû transporter son produit hors site par transport aérien, moyennant des frais supplémentaires considérables (Sussman & Freed, 2008). Ces risques physiques s'appliquent non seulement aux entreprises privées, mais également aux financeurs privés, qui sont confrontés à des risques de portefeuille dans la mesure où les changements climatiques ont un impact négatif sur les actifs, les recettes, les coûts et la valeur des propriétés de leurs emprunteurs ou de leurs investissements (Fayolle et al., 2019). Au-delà des risques physiques, les entreprises sont confrontées à des risques transitoires (ceux qui découlent des changements politiques et réglementaires lorsque les gouvernements commencent à réagir aux changements climatiques) et à des risques de responsabilité (pour les gros émetteurs amenés à compenser à l'avenir les émissions d'aujourd'hui) (Crishna Morgado & Lasfargues, 2017).

Ainsi, le secteur privé peut choisir de s'impliquer dans des mesures d'adaptation aux changements climatiques afin de gérer et de réduire ces risques climatiques et les coûts associés. Au Rwanda, par exemple, les pluies abondantes, la hausse des températures, les inondations et les glissements de terrain présentent tous un risque pour le secteur agricole du pays, et pour les cultures de thé en particulier (GIZ, 2019). Pour surmonter ces risques, l'entreprise de thé rwandaise Sowarthé a intégré

des interventions d'adaptation dans sa culture du thé, y compris des mesures de rétention d'eau et des systèmes de conservation des sols. Ces mesures ont été effectuées afin d'assurer la pérennité de l'entreprise alors qu'elle exerce ses activités dans un environnement de plus en plus vulnérable en raison des effets néfastes des changements climatiques.

Bien que la gestion des risques climatiques puisse exiger des investissements et des financements supplémentaires, elle permet de protéger une entreprise contre de futures pertes potentielles. Parmi les démarches couramment effectuées par les acteurs du secteur privé pour gérer les risques climatiques dans leur chaîne d'approvisionnement, citons, par exemple, les investissements en faveur d'infrastructures résilientes face au climat, la prise en compte des impacts climatiques dans les décisions d'acquisition et l'intégration des changements climatiques dans les plans d'affaires (Crawford & Church, 2019). Cela dit, il faut reconnaître qu'il est souvent difficile pour les entreprises, particulièrement les MPME, de prioriser les investissements dans l'adaptation ; souvent, ces entreprises ont une compréhension limitée des changements climatiques, disposent de peu de ressources financières et humaines pour évaluer et répondre aux risques climatiques, et donnent la priorité aux problèmes à court terme et aux objectifs de maximisation des bénéfices plutôt qu'aux investissements à plus long terme visant la réduction des risques (Crawford & Church, 2019). Néanmoins, des efforts devraient être consentis pour communiquer l'argument commercial en faveur des investissements d'adaptation et pour soutenir les acteurs du secteur privé dans la prise de ces décisions.

#### RESSOURCES RECOMMANDÉES : L'adaptation aux changements climatiques pour gérer les risques et augmenter la résilience

##### ***Business and Climate Change Adaptation: Toward Resilient Companies and Communities***

Ce rapport de l'initiative [Caring for Climate](#), publié par le Pacte mondial des Nations Unies et le PNUÉ (2015), identifie 10 études de cas d'entreprises qui répondent activement aux risques liés aux changements climatiques et qui tirent profit des possibilités pertinentes.

##### ***Companies and Climate Resilience: Mobilizing the Power of the Private Sector to Address Climate Risks***

Ce document de travail du [Centre pour le climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge](#) exprime l'importance des risques climatiques en tant que défi mondial partagé comportant des risques matériels importants pour les MPME. Il identifie des possibilités d'activités de préparation des entreprises pour les PME et des opportunités permettant de mobiliser l'avantage comparatif du secteur privé dans le soutien d'un développement résilient aux changements climatiques et à faible émission de carbone (Cameron et al., 2019).

## **B) L'ADAPTATION PEUT PRÉSENTER DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS DE PRODUITS ET DE SERVICES.**

Bien que les changements climatiques posent des risques importants pour les activités et les chaînes d'approvisionnement du secteur privé, ils présentent également une opportunité commerciale permettant aux financeurs et aux entreprises d'investir et de créer de nouveaux produits et services conçus pour aider les communautés à s'adapter aux changements climatiques et à accroître leur résilience. Un optimisme considérable se dessine déjà de la part du secteur privé quant aux opportunités présentées par les changements climatiques : le Projet de divulgation des émissions carbone (Carbon Disclosure Project) a révélé que 225 des 500 plus grandes entreprises du monde ont convenu que les changements climatiques pourraient générer des milliards de dollars (USD) en nouvelles opportunités commerciales dans tous les domaines de l'atténuation et de l'adaptation (Mufson, 2019). De plus, l'adaptation efficace sur le plan des coûts a été classée comme l'une des principales nouvelles opportunités pour les entreprises dans le *Global Opportunity Report 2015* (DNV GL Sustainia & United Nations Global Compact, 2015). Ce rapport a également cité les services d'alerte précoce et de prévision ainsi que les investissements dans la résilience comme des opportunités commerciales clés permettant de faire face au risque accru d'événements météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques.

En s'impliquant dans le processus de PNA, le secteur privé peut être en mesure d'identifier de nouveaux produits et services nécessaires à une adaptation efficace et de transformer ces opportunités en de nouveaux domaines d'activité rentables. Les nouveaux produits pourraient inclure des semences résistantes au climat, des technologies d'irrigation économes en eau, des systèmes de production d'énergie de secours, des équipements pour les systèmes d'alerte précoce et des modules complémentaires résistants au climat pour la construction de nouvelles maisons et infrastructures (DNV GL Sustainia & United Nations Global Compact, 2017 ; Sanderson, 2017). Au Zimbabwe, par exemple, une brasserie locale dans le district de Chiredzi a démarré une production de bière remplaçant le malt d'orge par du sorgho rouge résistant au climat et cultivé localement (Crawford & Church, 2019). Les nouveaux services pourraient inclure des services de vulgarisation agricole à destination des agriculteurs, des services de maîtrise et de drainage des crues et la modélisation climatique et météorologique (Crawford & Church, 2019 ; Sanderson, 2017). Les acteurs qui créent et qui investissent dans ces nouveaux produits et services peuvent acquérir un avantage par rapport à leurs concurrents.

 **RESSOURCES RECOMMANDÉES : De nouveaux produits et services pour  
l'adaptation aux changements climatiques**

***The Roles of the Private Sector in Climate Change Adaptation: An Introduction***

Ce rapport d'introduction [d'adelphi](#) (2019) montre que les entreprises de toutes les tailles et de toutes les industries peuvent jouer un rôle dans et pour l'adaptation, en s'adaptant aux changements climatiques, en finançant l'adaptation climatique et en soutenant les autres par le biais de produits et de services favorisant la résilience.

**C) L'ACTION POUR L'ADAPTATION PEUT DÉMONTRER LA PRÉOCCUPATION RÉELLE D'UN ACTEUR POUR L'ENVIRONNEMENT TOUT EN RENFORÇANT SA RÉPUTATION ET LA VALEUR DE SA MARQUE.**

En 2019, la société de conseil Deloitte a mené une enquête auprès de 600 décideurs commerciaux aux États-Unis en leur demandant leurs motivations pour s'impliquer dans des programmes de gestion des ressources et de changements climatiques. Alors que le souhait de réduire les coûts demeurait la principale motivation justifiant cette implication, la deuxième motivation la plus importante était parce que les répondants estimaient que c'était la « bonne chose à faire » (Motyka et al., 2019). La participation à des programmes portant sur les changements climatiques peut démontrer publiquement la préoccupation réelle d'une entreprise pour l'environnement, renforçant ainsi la réputation d'une entreprise et la valeur de sa marque. Les systèmes de certification qui encouragent l'action relative aux changements climatiques peuvent, par exemple, contribuer à renforcer la réputation d'une entreprise aux yeux du public. À titre d'exemple, la Rainforest Alliance certifie les entreprises qui respectent certaines normes environnementales et sociales, dont beaucoup contribuent directement à l'adaptation et au processus de PNA.<sup>2</sup>

De plus en plus, une absence de réponse aux changements climatiques et à l'environnement peut même constituer un risque pour la réputation des entreprises. Pour les marques qui s'articulent autour d'une philosophie de gérance et de responsabilité environnementales, les risques peuvent être particulièrement élevés. Lindblad Expeditions, un chef de file du tourisme responsable, a récemment déclaré qu'il compenserait 100 % de son empreinte carbone en investissant dans les énergies renouvelables et les efforts de reboisement dans d'autres endroits (Mufson, 2019). Le fabricant américain de vêtements Patagonia, qui vend des vêtements de plein air, s'est engagé à consacrer 1 % du montant de ses ventes à la préservation et à la restauration de l'environnement naturel (Patagonia, 2019). Bien que beaucoup de ces efforts se concentrent sur l'atténuation, ils

<sup>2</sup> Par exemple, selon les principes directeurs de la certification agricole de la Rainforest Alliance, des systèmes de planification et de gestion efficaces, des moyens de subsistance améliorés et une production bovine durable contribuent tous aux principes essentiels de l'adaptation dans le secteur agricole (Rainforest Alliance, 2019).



sont nombreux à présenter également des avantages directs ou indirects pour l'adaptation. En s'impliquant dans le processus de PNA au sens large, les acteurs du secteur privé, dans le cadre de leurs efforts environnementaux en cours, peuvent envoyer un signal au public pour faire savoir qu'ils sont résolus à jouer un rôle dans l'action nationale relative à l'adaptation aux changements climatiques.

#### **D) LA CONFORMITÉ AUX RÉGLEMENTATIONS, AUX LOIS ET AUX PRÉFÉRENCES DES INVESTISSEURS PEUT NéCESSITER UNE ACTION RELATIVE À L'ADAPTATION.**

Enfin, les acteurs du secteur privé peuvent s'impliquer dans l'adaptation aux changements climatiques afin de se mettre en conformité vis-à-vis de la réglementation gouvernementale ou des préférences des investisseurs. Les politiques et lois nationales peuvent obliger les entreprises à répondre au défi de l'adaptation. À titre d'exemple, l'article 173 de la loi française sur la transition énergétique exige que les organisations financières et non financières qui sont présentes dans le pays et qui sont cotées en bourse divulguent leur exposition aux risques climatiques (Crawford & Church, 2019). Dans l'Union européenne de façon plus générale, la Directive concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (2016/2341) a exigé que les fonds de pension agréés examinent les questions climatiques dans le cadre de leurs décisions relatives aux investissements et aux risques (Crawford & Church, 2019). En agissant ainsi, ces acteurs peuvent s'impliquer dans les processus d'adaptation afin d'éviter les risques identifiés.

Les réglementations gouvernementales peuvent également inspirer des mesures d'adaptation au sein du secteur privé, même si ces mesures ne sont pas nécessairement imposées par la loi. La loi britannique de 2008 sur les changements climatiques a exigé la création d'un sous-comité de l'adaptation au sein du gouvernement pour fournir des conseils et évaluer les progrès en matière de résilience climatique (Committee on Climate Change, n.d.). Sans être directement liée au secteur privé, cette législation envoie un signal indiquant que le gouvernement donne la priorité à l'adaptation aux changements climatiques, ce qui peut ensuite inciter les acteurs du secteur privé à augmenter l'importance qu'ils accordent à la prise en compte des risques climatiques. Ces types de réglementations et de lois sont plus courants dans les pays développés, bien que les acteurs du secteur privé dans les pays en développement puissent également choisir d'y adhérer en prévision de changements dans la législation nationale (Crawford & Church, 2019).

En l'absence de réglementation gouvernementale, les acteurs du secteur privé peuvent choisir de réduire leurs vulnérabilités pour se conformer aux intérêts et aux signaux des investisseurs. De plus en plus, les investisseurs et les compagnies d'assurance encouragent leurs clients à démontrer comment ils s'adaptent aux changements climatiques dans l'optique d'éviter toute perte potentielle et d'atténuer les risques d'ordre climatique tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Certains investisseurs s'efforcent même de fournir davantage d'outils et de

ressources aux entreprises pour renforcer leurs efforts de divulgation. Le Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives au climat (TCFD), par exemple, a commencé à élaborer des recommandations et des ressources pour les divulgations financières volontaires liées au climat (Task Force on Climate-Related Financial Disclosure, 2019). Comme le souligne le TCFD, si les entreprises ont accès à des outils améliorés pour la collecte de données climatiques, elles seront mieux à même d'évaluer leurs propres risques, et les investisseurs pourront ensuite prendre des décisions plus éclairées quant à savoir où et comment allouer les capitaux (Task Force on Climate-Related Financial Disclosure, 2019).

Enfin, les acteurs du secteur privé peuvent choisir de s'impliquer dans les interventions visant l'adaptation aux changements climatiques dans le but de se conformer aux tendances émanant de la communauté juridique. Bien que la majorité des litiges climatiques concernent l'atténuation, de plus en plus d'affaires portent sur l'adaptation. Certains plaignants aux États-Unis, par exemple, demandent réparation pour des préjudices découlant d'un prétendu manquement à l'anticipation et à la résolution de conséquences prévisibles des changements climatiques (Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2018). Au Pakistan, un agriculteur a poursuivi le gouvernement national pour ne pas avoir mis en œuvre son plan d'adaptation, déclarant que le retard dans la mise en œuvre constituait une menace pour les droits humains (Sabin Center for Climate Change Law, 2019). L'affaire a été résolue lorsque le tribunal a ordonné au gouvernement de créer une commission sur les changements climatiques pour surveiller la mise en œuvre (Sabin Center for Climate Change Law, 2019). Compte tenu de l'amélioration croissante des données relatives aux projections et aux impacts climatiques, on peut s'attendre à une augmentation significative des litiges concernant les défauts d'adaptation.

# 3

## Impliquer le secteur privé : Étapes clés

THAI TAM THAI  
M LINH CHI  
CÁC LOẠI THUỐC  
LẤY NGAY  
LÃN ÔNG - 090 328 1499



Cette boîte à outils est organisée autour des quatre éléments clés du processus de PNA, tels que définis par les Directives techniques du GEPMA proposées par la CCNUCC. Reposant sur des recherches, des études de cas, des consultations d'experts et des expériences pratiques dans l'élaboration de stratégies d'implication du secteur privé, les sections suivantes offrent des conseils aux équipes de PNA sur la manière d'intégrer de manière significative les acteurs du secteur privé dans le processus de PNA. Ces orientations ne sont pas censées être prescriptives ; les contextes nationaux dicteront la mesure dans laquelle les parties prenantes du secteur privé peuvent et devraient être impliquées dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de ce qui est avant tout un processus axé sur, et formulé par, le pays.

**Les quatre éléments clés du processus de PNA**

**Élément A**

Travail préparatoire et prise en compte des lacunes

**Élément B**

Éléments de la phase préparatoire

**Élément C**

Stratégies de mise en œuvre

**Élément D**

Notification, suivi et examen



**Élément A**

**TRAVAIL PRÉPARATOIRE ET PRISE EN COMPTE DES LACUNES**

- Analyse du contexte
- Établissement du contact et de la communication
- Création d'un environnement habilitant



**Élément B**

**ÉLÉMENTS DE LA PHASE PRÉPARATOIRE**

- Évaluation des facteurs de vulnérabilité et identification des options d'adaptation
- Examen et analyse des options d'adaptation
- Communication du PNA au secteur privé
- Intégration de l'adaptation aux mesures de développement et de planification sectorielle



**Élément C**

**STRATÉGIES DE MISE EN ŒUVRE**

- Soutien de la mise en œuvre
- Suivi et ajustement des conditions habilitantes



**Élément D**

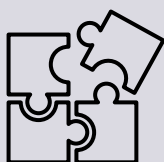
**NOTIFICATION, SUIVI ET EXAMEN**

- Intégration des principales parties prenantes dans le processus de S & E
- Examen et évaluation de l'implication continue du secteur privé
- Actualisation du processus de PNA à l'aide des contributions du secteur privé
- Partage des informations en vue d'une implication accrue

## 3.1 Élément A : Travail préparatoire et prise en compte des lacunes

Le premier élément du processus de PNA, tel que défini par les Directives techniques du GEPMA, comprend la pose des fondements pour l'avenir ; l'initiation et le lancement du processus de PNA ; le recensement de la disponibilité, des besoins et des lacunes relatives aux informations climatiques ; la gestion des lacunes en matière de capacités ; et l'évaluation des besoins en matière de développement et des facteurs de vulnérabilité au climat (CCNUCC, 2012). À partir de cette solide fondation, les pays, de même que le personnel gouvernemental et les partenaires qui dirigent le processus de PNA, se trouveront sur la voie de la réussite.

Le secteur privé peut être un partenaire actif au cours de cette phase. À ce stade, le gouvernement peut commencer à comprendre ses besoins et son rôle potentiel dans le processus et à établir des relations avec les acteurs clés du secteur privé qui sont en mesure d'apporter un appui efficace à l'adaptation dans les secteurs prioritaires. La première étape consistera à ce que l'équipe de PNA comprenne bien le contexte.



### Élément A

#### TRAVAIL PRÉPARATOIRE ET PRISE EN COMPTE DES LACUNES

- Analyse du contexte
- Établissement du contact et de la communication
- Création d'un environnement habilitant

### 3.1.1 Analyse du contexte

Avant de procéder à l'élaboration d'une stratégie d'implication du secteur privé, le gouvernement devra comprendre le contexte dans lequel l'implication se produirait et comment cela influe sur la décision de poursuivre ou non l'élaboration d'une stratégie. On ne peut supposer que l'implication du secteur privé dans le processus de PNA fonctionnera dans tous les contextes ni avec tous les gouvernements.

Afin de procéder à l'analyse du contexte, le gouvernement devra mettre en place une petite équipe pour entreprendre le travail. Cela implique généralement l'équipe de PNA elle-même, qui est généralement hébergée par le ministère responsable des changements climatiques et de l'environnement, mais cela peut également s'étendre en dehors de ce ministère à

d'autres ministères, départements ou organismes traitant des secteurs prioritaires clés et assurant régulièrement l'interface avec les acteurs du secteur privé (tels que l'agriculture, les infrastructures, le tourisme, la planification ou la finance). L'équipe peut être aussi formelle ou informelle que nécessaire. Si, par exemple, le gouvernement croit à la nécessité d'un groupe de travail officiel axé sur l'implication du secteur privé dans le processus de PNA, avec des rôles, des responsabilités et des exigences de notification définis, il peut en établir un selon ses propres processus internes. Le secteur privé lui-même peut également apporter des contributions précieuses à cette étape initiale de l'analyse du contexte ; ainsi, il devrait, le cas échéant, être intégré au processus en raison de sa connaissance de ses propres vulnérabilités, des lois et politiques pertinentes ainsi que de son travail et de sa compréhension existants relatifs aux changements climatiques. L'implication précoce du secteur privé dans le processus peut aussi servir à le sensibiliser au processus de PNA.

L'équipe chargée de l'analyse du contexte s'emploiera à comprendre trois domaines clés : le contexte climatique, le contexte du secteur privé et le contexte juridique et politique. Des informations peuvent déjà être aisément disponibles pour certains de ces domaines ; le contexte climatique, par exemple, peut déjà avoir été analysé dans la dernière communication nationale du pays à la CCNUCC, tandis que le secteur privé peut déjà être bien compris par le ministère de la planification économique. Néanmoins, le rassemblement de ces trois domaines dans une vision globale des changements climatiques et du secteur privé constitue une première étape utile pour décider de coopérer ou non avec les entreprises et les financeurs, et dans l'affirmative, pour déterminer dans quelle mesure ils seront impliqués dans le PNA. L'équipe devrait s'efforcer de collecter des informations ventilées par genre, en veillant à ce que, dans chacun de ces contextes, toute différence entre les genres en matière d'opportunités ou de capacités soit comprise et puisse être intégrée dans les étapes ultérieures du processus de PNA.

Plus précisément, chaque analyse de contexte devrait inclure les éléments suivants. Ils peuvent être élaborés par le biais de recherches documentaires si les ressources sont limitées ; cependant, l'équipe est susceptible d'acquérir une meilleure compréhension du contexte si les analyses sont entreprises dans le cadre d'un atelier avec les contributions et perspectives d'un éventail de parties prenantes concernées.

### **CONTEXTE CLIMATIQUE :**

Comme indiqué dans les Directives techniques du GEPMA, un aspect clé du travail préparatoire du processus de PNA consiste à entreprendre un exercice d'inventaire dans lequel l'équipe de PNA identifie les informations disponibles concernant les impacts des changements climatiques, la vulnérabilité et l'adaptation. Il sera utile de disposer d'un inventaire des types de données et d'informations climatiques dont dispose le gouvernement et qui sont disponibles pour être partagées avec le secteur privé, des sources de ces informations et des éventuelles lacunes

en matière d'informations climatiques lorsque le gouvernement vise à créer les conditions habilitantes nécessaires à l'implication du secteur privé. Des lacunes importantes dans les informations climatiques, notamment le type d'informations jugées utiles par les entreprises, devront être comblées, soit en interne, soit avec le soutien de partenaires externes (c'est-à-dire des organisations non gouvernementales, des organismes de la fonction publique ou des donateurs bilatéraux). En ce qui concerne les prévisions des changements climatiques, le gouvernement devrait viser à fournir ces informations sur des échelles de temps qui s'alignent sur les cycles de planification des activités des principaux secteurs économiques. L'agriculture de rente, par exemple, évoluera probablement sur une échelle de temps plus courte que les infrastructures ou l'exploitation minière à grande échelle.

### **CONTEXTE DU SECTEUR PRIVÉ :**

L'équipe de recherche devrait également procéder à une analyse préliminaire du secteur privé du pays afin de comprendre quels sont les acteurs (entreprises nationales, sociétés multinationales, financeurs, investisseurs, associations professionnelles) intervenant dans l'économie nationale, particulièrement dans les secteurs jugés prioritaires pour le processus de PNA. Cela obligera l'équipe de PNA à disposer d'une solide compréhension du contexte économique, y compris les secteurs clés et leur importance pour l'économie du pays.

Un exercice de cartographie des parties prenantes aidera l'équipe de PNA à identifier les entreprises et les financeurs travaillant dans les secteurs prioritaires, à comprendre leurs activités et ce qu'ils font déjà en matière d'adaptation aux changements climatiques, et à expliquer pourquoi ils devraient s'impliquer dans la planification de l'adaptation. Cela permettra également à l'équipe de commencer à recueillir des cas et des exemples de soutien et d'action du secteur privé en faveur de l'adaptation, ce qui, à terme, peut être utile pour parvenir à mobiliser l'action du secteur privé sur les priorités d'adaptation. Une attention particulière devrait être accordée aux MPME lors de cet exercice de cartographie. Ces petites entreprises représentent une part importante du secteur privé dans la plupart des pays en développement, et leur implication dans l'adaptation constitue un défi de taille qui obligera souvent les gouvernements à nouer d'abord un dialogue avec des associations professionnelles ou des multiplicateurs commerciaux (tels qu'une chambre de commerce ou une association de petits exploitants agricoles). Il faut également reconnaître que de nombreux MPME exercent leurs activités dans des secteurs informels de l'économie, ce qui rend encore plus difficile la communication avec eux, sans pour autant éliminer la nécessité de le faire. Une attention supplémentaire devrait être accordée lors de cet exercice de cartographie aux entreprises dirigées par des femmes ou axées sur les femmes, en prenant note de leur représentation relative et des possibilités d'implication accrue.



## BOÎTE À OUTILS

Voir l'**Annex 1** pour accéder à un modèle de deux versions différentes des exercices de cartographie des parties prenantes.

### **CONTEXTE JURIDIQUE ET POLITIQUE :**

Enfin, l'équipe de PNA devrait analyser le contexte juridique et politique régissant l'implication du secteur privé autour des changements climatiques, y compris tout arrangement institutionnel existant qui favorise ou pourrait favoriser cette implication. Cette analyse comprendrait un examen des lois, réglementations et politiques nationales relatives à l'adaptation aux changements climatiques ; des engagements internationaux d'un pays en matière d'adaptation ; des plans et priorités de développement national en vue d'une harmonisation efficace ; et du cycle législatif, de sorte qu'en cas d'élaboration d'une stratégie d'implication, celle-ci puisse être présentée aux comités d'orientation et de financement.

En rassemblant les trois analyses de contexte, l'équipe de PNA commencera à mieux connaître les défis et opportunités auxquels le secteur privé doit faire face sur les plans climatique, économique et législatif, à voir ce qui peut être fait pour relever ces défis et tirer profit de ces opportunités, et enfin à comprendre quels sont les facteurs qui doivent être mis en place pour impliquer le secteur privé dans les activités liées à l'adaptation. L'équipe peut également profiter de l'occasion créée par l'exercice de cartographie pour hiérarchiser et sélectionner les acteurs du secteur privé à impliquer, en fonction des secteurs et des acteurs. Comme pour l'analyse du contexte, cet exercice a le plus de chances de réussir lorsqu'il est réalisé avec la contribution et les perspectives d'un groupe de parties prenantes plus large que celles représentées dans l'équipe de PNA, si les ressources le permettent. Les critères de hiérarchisation pourront être élaborés par l'équipe de PNA et seront probablement adaptés au contexte ; toutefois, les critères potentiels pourraient comprendre :

- Le degré de vulnérabilité aux changements climatiques qui a été identifié pour le secteur.
- L'importance du secteur pour l'économie nationale : il est plus logique d'essayer d'impliquer les acteurs œuvrant dans les secteurs jugés des plus prioritaires pour l'adaptation nationale.
- La nature du secteur privé dans le secteur prioritaire. Si les entreprises publiques dominent un secteur prioritaire (l'eau, par exemple), il peut être préférable d'orienter ses efforts ailleurs.
- L'intérêt et l'influence évalués pour les parties prenantes identifiées dans le processus de PNA, y compris la contribution potentielle de la partie prenante à la réalisation aboutie des objectifs du pays en matière d'adaptation.
- Tout risque décelé relatif à la collaboration du gouvernement avec un acteur donné

Les analyses permettront également à l'équipe de PNA d'élaborer une vision de l'implication du secteur privé dans le processus de PNA, conformément aux priorités, politiques et plans de développement nationaux et sectoriels. La mise au point d'une vision de cette implication aidera l'équipe à définir les objectifs des acteurs publics et privés et les résultats envisagés de l'implication du secteur privé dans le processus de planification de l'adaptation. Les mêmes objectifs et résultats peuvent ne pas s'appliquer à toutes les parties prenantes ; des distinctions devront peut-être être effectuées pour les définir pour les divers acteurs et secteurs identifiés ci-dessus. Mais avoir une idée nette de leur vision, de leurs objectifs et des résultats de l'implication du secteur privé aidera l'équipe de PNA lorsqu'elle entamera un dialogue avec ces parties prenantes.

### 3.1.2 Établissement du contact et de la communication

L'équipe de PNA doit maintenant se préparer à établir des contacts et à nouer des relations avec les parties prenantes du secteur privé définies comme étant prioritaires suite aux analyses de contexte. Cela impliquera de se rapprocher de ces acteurs tout en veillant au maintien d'une représentation équilibrée des différents secteurs vulnérables au climat. La sensibilisation des acteurs pertinents, y compris les entreprises nationales, les financeurs, les sociétés multinationales et les MPME, est souvent mieux réalisée par le biais d'associations, de coopératives ou de chambres professionnelles. Ces institutions représentent souvent un moyen plus efficace d'atteindre un large public en lui proposant des produits de la connaissance, des informations climatiques ou des formations. Une fois cette transmission faite, ces associations peuvent, à leur tour et par le biais de processus internes, transférer ces informations et connaissances à leurs membres. À titre d'exemple, si l'implication du secteur minier d'un pays est considérée comme étant prioritaire pour le PNA en raison des impacts importants du secteur sur les ressources domestiques en eau et en énergie, l'équipe de PNA peut impliquer des acteurs clés par le biais de la Chambre des mines, car il est plus facile et plus rentable d'atteindre ainsi ces parties prenantes souvent dispersées géographiquement que de s'adresser à chacune d'elles individuellement. L'équipe de PNA devrait s'assurer qu'elle regarde au-delà de ses propres réseaux lorsqu'elle s'adresse aux parties prenantes du secteur privé et qu'elle s'appuie sur les réseaux de collègues des ministères, départements et organismes responsables des principaux secteurs vulnérables.

Une communication précoce avec les parties prenantes du secteur privé devrait se concentrer sur l'information de ces acteurs sur le processus de PNA (ce qu'il implique, et comment il est envisagé pour le pays) et sur l'argument commercial en faveur de l'investissement dans l'adaptation (voir Crawford & Church, 2019). À terme, ces canaux seront utilisés pour exprimer comment le secteur privé peut s'impliquer dans le processus de PNA, comment il peut investir dans l'adaptation et quelles sont les conditions habilitantes qui devraient encourager et faciliter ces investissements.

Ainsi, il sera important d'aborder les communications de manière stratégique dès le départ, et l'équipe de PNA devrait prendre en considération quelques approches et facteurs clés avant de poursuivre :

- **Agissez de façon stratégique :** Fixez des objectifs de communication clairs et mesurables, élaborer des messages clés à transmettre au secteur privé et réfléchissez aux canaux les plus efficaces pour atteindre le secteur privé. Le secteur privé n'étant évidemment pas homogène, il peut être nécessaire d'élaborer différentes stratégies de communication (objectifs, messages, canaux) pour différents publics et secteurs. Par exemple, l'équipe de PNA collaborera de différentes manières avec les banques commerciales et les MPME agricoles.
- **Utilisez le langage du secteur privé :** L'équipe de PNA devrait veiller à utiliser une terminologie claire et des concepts connus lorsqu'elle communique avec le secteur privé. Il est peu probable que les terminologies complexes de la science climatique et de l'élaboration des politiques connexes s'imposent auprès de ce public par rapport aux messages sur le risque et le rendement. De plus, le langage devra peut-être être adapté au secteur avec lequel vous communiquez (par exemple, l'agriculture, le tourisme, les infrastructures). Tenez-vous en à un langage clair, concis et pertinent.
- **Identifiez les points de levier :** Une compréhension du contexte du secteur privé aidera l'équipe de PNA à identifier les principaux points de levier qui existent pour un acteur ou un groupe donné du secteur privé et à les traduire en une proposition de valeur pour les investissements dans l'adaptation. Cela nécessite une compréhension des besoins et des capacités des principaux acteurs du secteur privé et des obstacles existants à l'investissement. Cela contribuera à répondre à la question de savoir pourquoi le secteur privé devrait faire partie du processus de PNA et à celle de savoir ce que le gouvernement peut faire, ou fera, pour aider le secteur privé à atteindre ses objectifs de résilience climatique.

#### RESSOURCES RECOMMANDÉES : Communications stratégiques

##### **[Les communications stratégiques pour les processus de plans nationaux d'adaptation \(PNA\)](#)**

Cette note d'information générale du [Réseau mondial de PNA](#) présente le sujet des communications stratégiques pour soutenir les processus de PNA (Ledwell, 2018).

### 3.1.3 Création d'un environnement habilitant

Grâce à une compréhension solide du contexte existant et aux communications établies avec les acteurs du secteur privé dont l'implication est considérée comme prioritaire, l'équipe de PNA devrait commencer à mettre en place les conditions habilitantes qui peuvent encourager et faciliter l'implication du secteur privé dans le processus de PNA. Quatre conditions habilitantes clés devraient être prises en compte : le partage d'informations, le financement, les arrangements institutionnels et le renforcement des capacités. Le fait de veiller à ce que ces conditions habilitantes soient en place est une tâche importante qui nécessitera beaucoup de temps, de ressources et de volonté politique. Les résumés suivants sont tirés des orientations élaborées par le Réseau mondial de PNA (Crawford & Church, 2019) ; de plus amples renseignements se trouvent dans ce document-là.

#### **PARTAGE D'INFORMATIONS :**

Ce facteur, souvent la première barrière à l'entrée mentionnée par les acteurs du secteur privé, est lié à trois principaux obstacles informationnels à leur implication dans l'adaptation : comprendre la nécessité de s'adapter aux changements climatiques ; comprendre les changements climatiques eux-mêmes ; et comprendre quel est le meilleur moyen de s'adapter. Les gouvernements joueront un rôle important dans la production d'informations sur les tendances actuelles et prévues en matière de changements climatiques — y compris les températures, les précipitations, les événements météorologiques extrêmes et, lorsque cela est pertinent au niveau national, le rehaussement du niveau de la mer et le recul glaciaire — et dans le partage de ces informations avec un large éventail de parties prenantes, notamment le secteur privé. Ces informations peuvent alors servir de base à la planification de l'adaptation. S'il existe des lacunes d'information au niveau national, l'équipe de PNA peut collaborer avec les partenaires de développement, les entreprises et la société civile en vue de les combler. L'équipe peut également diffuser et promouvoir les meilleures pratiques en matière d'adaptation, promouvoir l'apprentissage par les pairs et l'attraction de nouveaux intervenants, et mettre en évidence les leçons tirées des actions et programmes d'adaptation du passé, qu'ils soient bons ou mauvais. Comme indiqué précédemment, les informations et les données climatiques, tout comme les informations sur la vulnérabilité climatique, les risques et les options d'adaptation, doivent être communiquées stratégiquement et d'une manière qui justifie clairement l'argument commercial en faveur des investissements dans l'adaptation et de la participation au processus de PNA. Il pourrait s'agir notamment de faire comprendre aux acteurs du secteur privé que les changements climatiques modifieront fondamentalement l'économie et que l'inaction pourrait présenter des risques importants, tout en soulignant que des opportunités pourraient émerger en raison des changements climatiques.

## FINANCEMENT :

L'équipe de PNA devrait œuvrer pour comprendre si les acteurs du secteur privé disposent d'un accès à un financement pour couvrir les dépenses liées aux mesures d'adaptation et si ce financement est disponible sous la bonne forme et à la bonne échelle. Si les marchés ne fonctionnent pas de manière à encourager l'investissement du secteur privé dans les mesures d'adaptation, une intervention publique peut se révéler nécessaire. Les gouvernements peuvent également utiliser des incitations financières afin de motiver les acteurs du secteur privé à s'investir dans de nouveaux produits ou marchés qui soutiennent l'adaptation et qui répondent aux priorités du PNA, tels que les allègements fiscaux ; les garanties contre les risques ; les marchés publics gouvernementaux qui contribuent à sécuriser la demande pour de nouveaux produits et services résilients face aux changements climatiques ; et des conditions favorables établies par les organismes de crédit à l'exportation visant à rendre plus attrayants les investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques. Les gouvernements peuvent aussi employer des mécanismes tels que les taxes, les prélèvements, les redevances et les droits afin de générer des revenus gouvernementaux permettant de proposer un soutien financier pour les évaluations des risques climatiques ; les services de vulgarisation ; et le financement de démarrage ou d'amorçage pour de nouveaux produits et services. Une exploration des différentes façons de réduire les risques liés aux investissements, notamment pour les investissements à grande échelle dans les infrastructures appuyant les domaines prioritaires du PNA, sera également cruciale pour rendre ces investissements attrayants aux investisseurs privés.

### RESSOURCES RECOMMANDÉES : Mécanismes de financement

#### ***Innovative Financing for Development: Scalable Business Models that Produce Economic, Social, and Environmental Outcomes***

Ce rapport du dispositif [Global Development Incubator](#) (2014) fait état des mécanismes de financement innovants pour le développement et montre comment ces mécanismes peuvent s'aligner sur les objectifs stratégiques des membres du secteur privé, y compris les sociétés multinationales, les institutions financières et les fondations privées.

#### ***Financer les processus de plans nationaux d'adaptation (PNA) : Favoriser l'atteinte des objectifs d'adaptation des contributions déterminées au niveau national (CDN)***

Cette note d'orientation du [Réseau mondial de PNA](#) vise à soutenir les pays dans la détermination de la manière de garantir le financement de leurs processus de PNA. Elle présente un éventail de sources potentielles de financement adaptées aux différentes phases du processus de PNA (Parry et al., 2017).

### **Mécanisme en faveur du secteur privé du Fonds vert pour le climat**

La mission du Mécanisme en faveur du secteur privé du Fonds vert pour le climat consiste à s'impliquer auprès des acteurs locaux et mondiaux du secteur privé pour soutenir les projets d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement.

### **ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS :**

L'équipe de PNA et le gouvernement au sens large devraient également intervenir pour s'assurer que les cadres juridique et politique et les arrangements institutionnels appuient les investissements en matière d'adaptation et facilitent le dialogue entre les décideurs nationaux et infranationaux, les entreprises privées et les financeurs privés, dans la mesure où cela est possible et opportun. Cela exigera une collaboration entre les ministères (en particulier ceux chargés des finances, de l'environnement et de la planification), les départements et les organismes concernés. Les gouvernements devront faire le nécessaire pour réussir ces arrangements institutionnels dès le début du processus de PNA et les maintenir tout au long des trois phases du PNA. Cela pourrait comprendre une intégration des représentants du secteur privé dans le comité de supervision du PNA, ou, revenant à la question des communications stratégiques, une mise en place de structures permettant d'assurer la communication ouverte entre ce comité et le secteur privé. Ces actions contribueront à assurer une implication du secteur privé dans la prise de décision liée au processus de PNA et une ouverture des canaux de communication par lesquels les gouvernements peuvent susciter une prise de conscience et une augmentation de l'intérêt vis-à-vis du PNA. Un cadre juridique, politique et réglementaire devrait également être mis en place pour inciter les entreprises à s'impliquer dans des mesures d'adaptation. Il s'agit notamment de la stabilité des lois, politiques et réglementations nationales qui influenceront sur les décisions d'investissement dans l'adaptation et d'une garantie que les politiques, incitations et réglementations existantes ne favorisent pas la mauvaise adaptation. Les mesures réglementaires et politiques pourraient comprendre une proposition de permis accélérés pour les activités axées sur l'adaptation, ou bien une exigence ou un encouragement relatif à la divulgation des risques climatiques par les entreprises et les investisseurs. Au Pérou, au Brésil et en Colombie, par exemple, les gouvernements explorent diverses manières de rendre obligatoires les mesures d'adaptation aux changements climatiques dans le cadre des projets d'investissement public (voir le projet IPACC II de la GIZ).

## **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :**

Les acteurs du secteur privé peuvent ne pas avoir les capacités techniques nécessaires pour participer au processus de PNA, notamment lorsqu'il s'agit de comprendre et d'utiliser les données et informations climatiques et d'intégrer la gestion des risques climatiques dans leurs activités commerciales habituelles. Ils peuvent avoir besoin de capacités améliorées dans l'utilisation de techniques, de technologies et d'équipements nécessaires à leur adaptation, ou de capacités pour élaborer les modèles commerciaux nécessaires à la mise sur le marché de leurs produits et services en lien avec l'adaptation. Les acteurs du secteur privé ne comprennent pas nécessairement comment mettre en œuvre des stratégies commerciales permettant de réduire leur exposition aux risques climatiques, ou ils peuvent avoir besoin d'aide dans l'identification et la recherche de financements appropriés pour les investissements relatifs à l'adaptation. Dans le cas des financeurs privés, il peut s'agir de comprendre comment intégrer les risques climatiques dans les portefeuilles de placement et les produits de financement et de mieux quantifier et suivre les retours sur investissement dans un contexte d'adaptation. À travers un soutien de la part des partenaires du développement, des prestataires de services aux entreprises axés sur l'adaptation, des syndicats et d'acteurs internationaux tels que le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, les gouvernements devraient œuvrer pour le renforcement de ces capacités afin de créer un environnement dans lequel les entreprises et les financeurs sont en mesure de comprendre les informations actuelles et prévisionnelles relatives aux changements climatiques et d'y réagir. L'outil [Climate Expert](#) constitue un bon exemple de la façon de renforcer les capacités des entreprises à analyser les risques et les opportunités climatiques et d'y répondre par l'élaboration de stratégies d'adaptation.

## Encadré 2. Tenir compte du genre lors de l'implication du secteur privé

À ce stade de la création d'un environnement habilitant, il est essentiel que les considérations liées au genre soient incorporées dans le processus. Les parties à la CCNUCC ont convenu que le processus de PNA devrait répondre aux questions de genre. Les femmes — et par extension, les entités du secteur privé dirigées par des femmes — sont souvent confrontées à une restriction des droits fonciers, à un manque d'accès aux ressources financières, à des opportunités de formation limitées et à une influence amoindrie dans la prise de décision politique (International Union for Conservation of Nature, 2015). Ainsi, elles peuvent ne pas être en mesure d'accéder aux efforts déployés par l'équipe de PNA pour améliorer l'environnement habilitant du secteur privé. Le fait de délaissier les questions de genre à ce stade fondamental du processus peut donc servir à renforcer les disparités et les inégalités existantes entre les genres. Un processus de PNA sensible aux questions de genre œuvrera pour surmonter ces obstacles afin que la programmation et les avantages relatifs à l'adaptation soient équitables et inclusifs. Le Réseau mondial de PNA, le GEPMA et le Comité de l'adaptation de la CCNUCC ont élaboré une boîte à outils pour intégrer la réponse aux questions de genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des PNA.

En ce qui concerne le financement, par exemple, de nombreuses femmes dans les pays en développement subissent un accès limité aux terres ou au crédit et peuvent donc rencontrer des difficultés accrues pour obtenir un financement permettant de s'engager dans des efforts d'adaptation. Les mécanismes financiers et les investissements dirigés par le gouvernement devraient être conçus pour contribuer à surmonter ces obstacles en améliorant l'accès des femmes aux ressources et en leur permettant d'intensifier leurs activités commerciales (Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], 2011). Cet objectif pourrait être atteint en mettant en œuvre des incitations fiscales appuyant les initiatives en faveur de l'égalité des genres dans le secteur privé ou en accordant des crédits pour les investissements dans des entreprises dirigées par des femmes (PNUD, 2011). Le fait de concentrer les efforts sur l'amélioration des droits fonciers et des régimes fonciers pour les femmes pourrait également accroître leur capacité à accéder à des financements climatiques supplémentaires (Wedeman & Petruney, 2018).



### RESSOURCES RECOMMANDÉES : Surmonter les obstacles à l'implication du secteur privé

#### **Engaging the Private Sector in Financing Adaptation to Climate Change: Learning From Practice**

Ce document publié par le programme [Action on Climate Today](#) (ACT) et rédigé en collaboration avec [Acclimatise](#) présente un cadre complet pour identifier les principaux facteurs habilitants permettant aux acteurs du secteur privé d'investir dans l'adaptation aux changements climatiques, en mettant en relief les approches pouvant être adoptées par les décideurs publics et les bailleurs de fonds pour impliquer le secteur privé (Fayolle et al., 2019).

#### **Adapting From the Ground Up: Enabling Small Businesses in Developing Countries to Adapt to Climate Change**

Ce rapport du [PNUD](#) met l'accent sur les défis auxquels sont confrontées les petites entreprises des pays en développement pour s'adapter aux changements climatiques, notamment l'accès à l'information et au financement, les capacités techniques et la politique. Il propose des interventions de décideurs publics qui peuvent surmonter ces obstacles et appuyer les entreprises vulnérables (Dougherty-Choux et al., 2015).

## 3.2 Élément B: Éléments de la phase préparatoire

Le deuxième élément du processus de PNA, tel que décrit dans les Directives techniques du GEPMA, comporte l'analyse des scénarios climatiques actuels et des scénarios d'évolution du climat ; l'évaluation des facteurs de vulnérabilité climatique et l'identification des options d'adaptation ; l'examen et l'analyse des options d'adaptation ; la communication du PNA ; et l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques aux mesures de développement et de planification sectorielle (CCNUCC, 2012).

Maintenant que des relations solides ont été établies avec des acteurs essentiels du secteur privé, notamment les associations professionnelles, les coopératives, les syndicats et les chambres, l'équipe de PNA peut œuvrer pour intégrer les voix et les points de vue de ces acteurs, aux côtés de ceux des communautés, de la société civile et d'autres groupes clés, dans le processus de planification de l'adaptation.

Il peut être utile à ce stade du processus de PNA de mettre en place ou de renforcer (s'il existe déjà) un groupe de travail public-privé et un mécanisme de dialogue avec les acteurs prioritaires

du secteur privé. Cela peut ensuite être utilisé pour collaborer avec ces partenaires potentiels sur toutes les questions allant du simple partage d'informations à la conception, au financement et à la mise en œuvre des activités d'adaptation. Dès le départ, le groupe devrait inclure des banques et des institutions financières ainsi que des associations professionnelles, des chambres de commerce, des syndicats et des représentants de la société civile. Les membres peuvent également aider le gouvernement avec le langage de l'engagement.

Les gouvernements détermineront l'approche qu'ils adopteront à l'égard du processus de PNA. En tant que processus déployé et dirigé par le pays, la forme du processus de PNA n'est pas imposée de l'extérieur. Pour certains pays, il peut être judicieux d'adopter une approche plus sectorielle du PNA en intégrant les considérations liées à l'adaptation dans la planification et l'élaboration des politiques sectorielles, et en faisant en sorte que les secteurs prioritaires contribuent à la définition des priorités d'adaptation. Pour d'autres pays, une approche plus nationale peut être plus pertinente, auquel cas l'équipe de PNA identifie les priorités nationales d'adaptation et vise ensuite à promouvoir l'adoption de ces priorités dans les stratégies et plans d'action propres à chaque secteur (Price-Kelly & Hammill, 2015). Il est évidemment important de s'assurer, tout au long de cette démarche, que les processus de PNA impliquent tous les niveaux de gouvernance (du local au national) ; qu'ils répondent aux questions de genre ; et qu'ils sont alignés avec d'autres processus politiques clés, y compris la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) du pays en vertu de l'Accord de Paris, les Objectifs de développement durable et le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.



### Élément B

#### ÉLÉMENTS DE LA PHASE PRÉPARATOIRE

- Évaluation des facteurs de vulnérabilité et identification des options d'adaptation
- Examen et analyse des options d'adaptation
- Communication du PNA au secteur privé
- Intégration de l'adaptation aux mesures de développement et de planification sectorielle

### 3.2.1 Évaluation des facteurs de vulnérabilité et identification des options d'adaptation

La première étape de cet élément du processus de PNA consiste à analyser les conditions climatiques actuelles et les scénarios d'évolution du climat. Le secteur privé peut contribuer à ce processus. Le secteur privé pourrait jouer un rôle actif dans la production, la diffusion et

la compréhension des informations climatiques. Le gouvernement peut souhaiter explorer les possibilités de collaboration autour des données et informations climatiques, s'il s'avère qu'une collaboration permettrait de combler une lacune identifiée dans les données couvertes par le gouvernement avec des informations de haute qualité.

Lors de l'évaluation des facteurs de vulnérabilité climatique et des options d'adaptation, il sera important de veiller à ce que les perspectives des parties prenantes du secteur privé soient prises en considération dans l'analyse, en particulier au niveau sectoriel. Compte tenu de leur compréhension de leurs activités, de leurs concurrents, de leurs chaînes d'approvisionnement et de leur personnel, beaucoup sont susceptibles d'avoir une compréhension approfondie de là où se situent ou pourraient se situer les vulnérabilités aux impacts des changements climatiques et de ce que cela pourrait signifier pour l'emploi et la stabilité économique à l'échelon local ou national. L'intégration de ces points de vue dans les analyses de vulnérabilité sera cruciale. Il est important d'incorporer dans cette analyse une perspective de genre afin d'identifier qui dispose d'un accès et d'un contrôle des ressources, qui est vulnérable et quelles activités pourraient assurer des avantages plus équitables (Wedeman & Petruney, 2018). Les entités du secteur privé qui sont dirigées par des femmes ou axées sur les femmes peuvent être en mesure de fournir des informations supplémentaires à cet égard.

De même, les acteurs du secteur privé devraient être impliqués dans les tentatives initiales d'un gouvernement pour identifier les options d'adaptation envisageables qui répondent aux impacts et aux vulnérabilités climatiques. La participation des entreprises et des financeurs privés à l'élaboration de ces options peut servir de confrontation avec la réalité quant aux activités réalisables et finançables qui échappent au contrôle complet du gouvernement, tout en préparant le terrain pour de futurs investissements dans l'adaptation et d'éventuelles collaborations sous la forme de partenariats public-privé (PPP). Cela peut être réalisé de manière très utile au niveau sectoriel grâce à l'élaboration d'une liste d'activités d'adaptation chiffrées, et susceptibles d'être financées, qui abordent les principales sources de vulnérabilité climatique ou qui répondent aux opportunités commerciales émergentes. La constitution de cette liste en collaboration avec un large éventail de parties prenantes, y compris le secteur privé, contribuera à garantir que la transition de la planification à la mise en œuvre soit ancrée dans les réalités des contextes locaux, sectoriels et nationaux.

## 🔗 RESSOURCES RECOMMANDÉES : Évaluations des facteurs de vulnérabilité et des risques pour le secteur privé

### **CCORAL: Caribbean Climate Online Risk and Adaptation Tool**

Cet outil axé sur les Caraïbes a été conçu pour aider les organisations régionales à prendre des décisions stratégiques favorisant la résilience climatique. Il a été financé par le [Département pour le développement international du Royaume-Uni](#) et par le [Réseau de connaissances sur le climat et le développement](#) (Caribbean Community Climate Change Centre, n.d.).

### **Climate Expert**

L'outil Climate Expert propose une approche en quatre étapes et des documents de travail aux entreprises, particulièrement les MPME, pour analyser et évaluer les risques et opportunités liés aux changements climatiques pouvant avoir une incidence sur leurs activités. Il a été élaboré par la [GIZ](#) (n.d.).

### **UKCIP risk framework**

Ce cadre portant sur le risque, l'incertitude et la prise de décision et créé par le [UKCIP](#) (n.d.) offre un processus étape par étape pour aider les entreprises à identifier et à évaluer les mesures d'adaptation les plus appropriées pour leur organisation.

## 3.2.2 Examen et analyse des options d'adaptation

Cette étape du processus de PNA a pour objectif de sélectionner les mesures d'adaptation prioritaires en fonction de leur contribution au développement socio-économique, de leurs coûts escomptés et de leur efficacité attendue (CCNUCC, 2012). À travers leur participation au processus de PNA, les acteurs du secteur privé peuvent aider l'équipe de PNA à déterminer les coûts et les avantages de la mise en œuvre des options d'adaptation, à comprendre comment ces options peuvent être mises en œuvre et à identifier les avantages connexes possibles entre les efforts d'adaptation et le développement socio-économique au sens large.

Une démarche permettant de juger de la valeur de différentes mesures d'adaptation est décrite de manière détaillée dans les Directives techniques du GEPMA (voir Étape B.3). L'intégration des acteurs du secteur privé dans l'évaluation de ces actions par le biais d'un mécanisme de dialogue public-privé plus formel, tel que décrit ci-dessus, ou de manière plus informelle (comme par le biais d'un atelier), aidera l'équipe de PNA à mieux comprendre les coûts, la faisabilité technique, les avantages connexes, l'efficacité probable et la viabilité des options proposées.

### 3.2.3 Communication du PNA au secteur privé

Une fois que les mesures d'adaptation à entreprendre ont été compilées dans un PNA global, l'équipe de PNA devra communiquer le plan aux principales audiences cibles ainsi qu'à l'ensemble de la population au sens large. Des orientations pour l'élaboration de communications stratégiques pour le processus de PNA peuvent être trouvées dans les Directives techniques du GEPMA ainsi que dans d'autres sources (voir par exemple Ledwell, 2018).

Le secteur privé peut agir à la fois comme récepteur et diffuseur d'informations sur le processus de PNA. Pour le premier, l'équipe de PNA devra revoir et s'appuyer sur ses communications précoces avec ces parties prenantes, comme décrit précédemment à la Section 3.1.2. Cela comprend une réflexion autour des éléments suivants (NAP Global Network, 2020b) :

#### **OBJECTIFS :**

L'équipe de PNA cherche-t-elle à sensibiliser les acteurs du secteur privé au processus de PNA ? À faire valoir l'argument commercial en faveur des investissements dans l'adaptation ? À promouvoir la mobilisation de l'investissement privé dans l'adaptation, en suivant l'exemple d'un champion de l'adaptation ?

#### **AUDIENCE :**

L'équipe de PNA devrait avoir une idée précise des acteurs du secteur privé qu'ils devront impliquer pour faire progresser le processus de PNA. Il peut s'agir de grandes entreprises, de syndicats, d'associations professionnelles, de la Chambre de commerce ou de propriétaires de petites entreprises.

#### **MESSAGES :**

Les messages devront probablement être adaptés pour correspondre aux besoins, aux valeurs, aux intérêts et aux motivations des publics prioritaires du secteur privé. Ces messages devront, à leur tour, être transmis par le ou les canaux de communication les plus appropriés pour ce public.

Au-delà de leur rôle de public cible pour les communications sur le PNA, les acteurs du secteur privé peuvent également constituer un allié important pour le gouvernement dans la sensibilisation à l'adaptation et plus particulièrement au processus de PNA. L'équipe de PNA devrait œuvrer pour identifier et entretenir des liens avec les champions de l'adaptation issus du secteur privé et collaborer avec eux afin de partager leurs histoires de réussite et d'échec faisant valoir l'argument commercial en faveur de l'adaptation, dans l'optique d'attirer de nouveaux investissements par d'autres acteurs industriels (Crawford & Church, 2019). Il n'est pas nécessaire que cela soit uniquement altruiste, car les avantages en termes de réputation peuvent être importants pour les acteurs du secteur privé qui soutiennent de manière significative les mesures d'adaptation et le renforcement de la résilience.

Les médias, y compris la presse écrite, la radio, la télévision et Internet, seront des collaborateurs clés ici et devraient être impliqués en conséquence.

### 3.2.4 Intégration de l'adaptation aux mesures de développement et de planification sectorielle

Cette étape fondamentale du processus de PNA consiste à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification du développement aux niveaux national et infranational (CCNUCC, 2012). Ce processus sera piloté par le gouvernement mais serait renforcé par la contribution de diverses parties prenantes, y compris le secteur privé. Des orientations pour intégrer l'adaptation dans la planification du développement sont fournies, une fois de plus, par les Directives techniques du GEPMA (Étape B.5), qui décrivent certaines des opportunités et des défis liés à la collaboration avec les parties prenantes du monde des affaires et de l'industrie et avec les petits exploitants agricoles et les pêcheurs. Les possibilités consistent à reconnaître le secteur privé comme une source majeure de connaissances et d'investissements, afin de se concentrer sur l'utilisation efficace des ressources et la consommation et la production durables, et afin de tirer profit de ses connaissances des questions d'adaptation aux changements climatiques au niveau local.

#### RESSOURCES RECOMMANDÉES : Alignement

##### **[The Role of the NAP Process in Translating NDC Adaptation Goals Into Action](#)**

Ce rapport de la [GIZ](#) (2017) vise à fournir des orientations aux décideurs politiques nationaux sur la manière de lier le processus de PNA aux CDN.

##### **[NDC-NAP Alignment](#)**

Cette page web du [Réseau mondial de PNA](#) (NAP Global Network, 2020a) propose des ressources axées sur la manière dont l'alignement du CDN et du PNA peut faire progresser un développement résilient aux changements climatiques.

## 3.3 Élément C : Stratégies de mise en œuvre

Le troisième élément du processus de PNA, tel que décrit dans les Directives techniques du GEPMA, porte sur la conception des stratégies de mise en œuvre. Les stratégies de mise en œuvre impliquent la hiérarchisation des activités d'adaptation aux changements climatiques dans le cadre de la planification nationale ; l'élaboration d'une stratégie nationale de mise en œuvre de l'adaptation sur le long terme ; le renforcement des capacités de planification et de

mise en œuvre des mesures d'adaptation ; et la promotion de la coordination et des synergies avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (CCNUCC, 2012).

Dans l'idéal, les acteurs du secteur privé auraient déjà dû être impliqués au cours des Éléments A et B afin de garantir une appropriation collective du processus de PNA et afin de favoriser une implication continue tout au long des Éléments C et D. Cependant, cette phase du processus de PNA peut être l'occasion pour les équipes de PNA d'impliquer de nouveaux acteurs du secteur privé qui n'étaient pas auparavant impliqués lors des étapes précédentes.



Élément  
**C**

### STRATÉGIES DE MISE EN ŒUVRE

- Soutien de la mise en œuvre
- Suivi et ajustement des conditions habilitantes

#### 3.3.1 Soutien de la mise en œuvre

Pendant la phase de mise en œuvre, les équipes gouvernementales travaillant sur le processus de PNA peuvent utiliser un certain nombre de points d'entrée pour soutenir l'implication du secteur privé dans les mesures d'adaptation.

#### **IDENTIFIER LES OPPORTUNITÉS PERMETTANT AUX ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ DE PROTÉGER LEURS ACTIVITÉS COMMERCIALES, LEURS CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ET LEURS PORTEFEUILLES D'INVESTISSEMENT CONTRE LES EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.**

Les risques que les changements climatiques font peser sur les activités commerciales, les employés, les chaînes d'approvisionnement et les portefeuilles d'investissement sont importants : des vagues de chaleur peuvent menacer le personnel ; des sécheresses peuvent détruire les récoltes ; des inondations et des glissements de terrain peuvent endommager les bureaux et les liaisons avec les marchés. Pour les acteurs du secteur privé, un argument commercial solide peut être formulé en faveur de l'investissement dans l'adaptation aux changements climatiques afin de protéger leurs activités, leurs employés et leurs fournisseurs contre les effets des changements climatiques. Des entreprises comme Danone et Mars, par exemple, dépendent d'un approvisionnement sécurisé en cacao, en huile de palme, en menthe et en vanille pour

leurs produits, et les effets néfastes des changements climatiques, notamment les inondations, les sécheresses et la variabilité des précipitations, menacent la stabilité de ces cultures et par conséquent les moyens de subsistance des agriculteurs qui les produisent. À Madagascar, grâce au Fonds Livelihoods pour l'agriculture familiale, un certain nombre d'entreprises (dont Danone, Mars, Firmenich et Veolia) soutiennent les efforts visant à adopter des pratiques agricoles durables dans la région, notamment en prenant des mesures pour atténuer les risques climatiques dans les chaînes d'approvisionnement du riz, de la vanille et du cacao (Livelihoods Funds, 2018).

Les efforts déployés par le gouvernement pour aider les entreprises à identifier les risques climatiques qui pèsent sur leurs chaînes d'approvisionnement et leurs activités, tout comme les possibilités de surmonter ces risques, contribueront à encourager l'action du secteur privé en matière d'adaptation. Cela peut comporter la fourniture par le gouvernement d'un accès et d'une formation sur les outils d'évaluation des risques, le rassemblement des acteurs du secteur privé pour discuter des risques et des opportunités partagés, et la distribution de produits de la connaissance sur les projections et les impacts climatiques attendus.

Toutefois, les acteurs du secteur privé peuvent hésiter à investir dans l'adaptation aux changements climatiques, en raison de la perception que les risques liés à l'investissement dans l'adaptation sont trop élevés ou que les retours sur investissement sont trop incertains ; cela est particulièrement vrai dans de nombreux pays en développement et dans les MPME. Pour y remédier, les gouvernements peuvent proposer des incitations à l'investissement ou des incitations pour les acteurs financiers locaux à développer des produits financiers pour encourager de tels investissements (voir par exemple Crawford et Church, 2019).

### **IDENTIFIER LES OPPORTUNITÉS PERMETTANT AUX ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ DE DÉVELOPPER ET DE DISTRIBUER DES PRODUITS ET SERVICES RÉSILIENS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.**

Les changements climatiques peuvent offrir aux acteurs du secteur privé des opportunités d'entrer sur de nouveaux marchés ou d'élaborer et de distribuer de nouveaux produits et services qui répondent aux menaces posées par les changements climatiques au niveau local. Grâce à ces opportunités, les entreprises peuvent à la fois dégager des bénéfices et aider les communautés et les écosystèmes à s'adapter aux impacts actuels et futurs des changements climatiques (Crawford & Church, 2019). Des exemples de produits résilients aux changements climatiques comprennent les semences résistantes aux changements climatiques, les systèmes d'irrigation à consommation d'eau réduite, les équipements pour les systèmes d'alerte précoce et les technologies de télémédecine pour répondre à l'augmentation prévue des maladies infectieuses due aux changements climatiques. Les nouveaux services pourraient inclure la modélisation climatique et météorologique ou une entreprise de semences offrant des services de vulgarisation agricole aux agriculteurs touchés par les changements climatiques (UNEP FI et al., 2016).



Les gouvernements travaillant sur les stratégies de mise en œuvre du processus de PNA peuvent réfléchir à la possibilité d'identifier un certain nombre de ces produits et services résilients aux changements climatiques et de communiquer ces besoins au secteur privé, ce qui pourrait entraîner une augmentation des investissements. Ils peuvent également interroger les membres du secteur privé pour mieux comprendre quels produits, services et pratiques résilients aux changements climatiques sont déjà en place mais pas encore alignés sur les objectifs du processus de PNA.

### **IDENTIFIER LES OPPORTUNITÉS PERMETTANT AUX ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ DE FOURNIR UN FINANCEMENT DIRECT POUR LES MESURES D'ADAPTATION PRIVÉES.**

Les financeurs privés ont un rôle important à jouer en tant que source de financement direct des entreprises privées pour les mesures d'adaptation. Ils peuvent également soutenir les interventions d'un gouvernement relatives à l'adaptation par le biais de PPP, qui sont généralement utilisés pour des projets à grande échelle tels que les barrages et les routes. Au fur et à mesure qu'elles passent de la planification à la mise en œuvre, les équipes de PNA devraient explorer des moyens d'encourager ou d'accéder au financement privé pour l'adaptation, s'il y a lieu. L'accent devrait être mis sur les mécanismes de financement privés qui sont conçus pour être accessibles à la fois aux hommes et aux femmes et qui n'aggravent pas les schémas existants d'iniquité ou d'inégalité (International Union for Conservation of Nature, 2015).

Les financeurs privés, y compris les banques commerciales privées, les investisseurs institutionnels, les institutions de microfinance, les compagnies d'assurance et les fondations privées, peuvent apporter un financement direct aux entreprises pour qu'elles entreprennent des mesures d'adaptation. Alternativement, les PPP représentent une approche potentielle pour soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation. Les PPP conviennent le mieux aux projets à grande échelle dans lesquels le gouvernement ou le partenaire du secteur privé ne serait pas en mesure d'agir seul, car les PPP permettent de partager entre les partenaires les exigences et les risques relatifs à l'investissement.

### **ENCOURAGER LES ENTREPRISES À AUGMENTER LEURS BUDGETS POUR AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DE L'ENTREPRISE.**

Une autre source de financement pour l'adaptation consiste en l'allocation ou l'augmentation des budgets internes des entreprises afin qu'elles investissent dans leur propre résilience. Les gouvernements peuvent envisager de recourir aux instruments ou politiques fiscaux qui encouragent les entreprises à investir dans le renforcement de leur résilience ; à titre d'exemple, cela pourrait comprendre l'octroi accéléré de permis pour les mesures d'adaptation ou des allègements fiscaux pour les investissements visant à renforcer la résilience.

### **INTÉGRER LES CONSIDÉRATIONS LIÉES À L'ADAPTATION OU AU PNA DANS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS.**

L'intégration des considérations liées à l'adaptation ou au PNA dans les appels d'offres publics peut contribuer à garantir que les risques climatiques sont pris en compte dans les marchés publics et dans les nouveaux projets de construction et d'aménagement de terrains. S'il y a lieu, les gouvernements peuvent envisager l'élaboration d'une telle politique et faire de sorte que le personnel gouvernemental soit en mesure d'examiner les soumissions.

### **ENCOURAGER LES ENTREPRISES À REPRODUIRE ET À ÉLARGIR LES PROJETS D'ADAPTATION PILOTES.**

Les acteurs du secteur privé peuvent aussi hésiter à investir dans l'adaptation si leur compréhension des options d'adaptation est incomplète ou insuffisante, ou s'il n'existe aucune preuve ou démonstration de faisabilité confirmant l'efficacité de la mesure d'adaptation. Les équipes de PNA devraient s'efforcer de communiquer des exemples de projets pilotes qui ont été testés et ont donné des résultats positifs dans le but d'encourager les acteurs du secteur privé à essayer la mesure d'adaptation et à l'intensifier à terme.

### **3.3.2 Suivi et ajustement des conditions habilitantes**

Tout au long de la phase de mise en œuvre, l'équipe de PNA devrait analyser ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas en termes d'efforts pour créer les conditions habilitantes nécessaires pour que le secteur privé s'implique dans la planification de l'adaptation à l'échelle nationale. Les équipes de PNA peuvent encourager la participation active du secteur privé à la mise en œuvre à travers les points d'entrée suivants afin de surveiller et d'ajuster les conditions habilitantes clés.

### **DIFFUSER DES INFORMATIONS CLIMATIQUES NOUVELLES OU ACTUALISÉES.**

Des informations climatiques précises et fiables constituent la base de la planification de l'adaptation. En communiquant des informations sur le climat et la vulnérabilité au secteur privé au moyen d'un langage accessible, les gouvernements peuvent nouer des rapports de confiance avec les entreprises et les financeurs privés et démontrer le bien-fondé de la participation à la mise en œuvre des priorités d'adaptation identifiées par le processus de PNA. Les équipes de PNA devraient s'efforcer de communiquer au secteur privé des informations climatiques nouvelles et actualisées, en comblant les lacunes en matière d'informations et de données. Elles peuvent également travailler avec le secteur privé, le cas échéant, pour produire ces informations. Les parties prenantes du secteur privé peuvent produire des informations de haute qualité sur les conditions climatiques permettant de soutenir les efforts nationaux en matière d'adaptation et qu'elles sont prêtes à partager.

### **ENCOURAGER L'APPRENTISSAGE ET L'ÉCHANGE ENTRE PAIRS.**

Le partage d'expériences, de leçons et d'exemples de mesures d'adaptation entre les acteurs du secteur privé peut pousser à l'action et diffuser de bonnes pratiques. Les gouvernements peuvent organiser des rencontres autour de ces opportunités d'apprentissage et d'échange entre pairs lorsque le budget et les capacités le permettent, mais ils devraient également envisager de s'associer avec des chambres de commerce ou avec d'autres multiplicateurs d'affaires pour créer des comités ou des événements d'apprentissage axés sur la promotion de l'adaptation. Les multiplicateurs d'affaires jouent un rôle de soutien important en encourageant l'adaptation de leurs membres.

### **RENFORCER LES CAPACITÉS POUR IDENTIFIER, CONCEVOIR, METTRE EN ŒUVRE ET SUIVRE LES ACTIVITÉS D'ADAPTATION.**

Les entreprises et les financeurs ont besoin de nombreuses capacités pour pouvoir contribuer à des activités d'adaptation efficaces (par exemple, des capacités pour entreprendre des évaluations des risques et de la vulnérabilité climatiques ; des capacités pour comprendre et utiliser des données et des informations climatiques ; des capacités pour utiliser des techniques, des technologies et des équipements qui soutiennent l'adaptation, tels que les pratiques agricoles conservatrices des ressources ; ou des capacités pour créer les modèles commerciaux dont ils ont besoin pour commercialiser les produits et services d'adaptation). Les gouvernements peuvent aider les entreprises privées et les financeurs privés à identifier des partenaires — qu'ils soient gouvernementaux, donateurs ou non gouvernementaux — pour soutenir les efforts de renforcement des capacités, ce qui pourrait inclure des programmes de formation, des programmes de sensibilisation et, dans certains cas, la publication d'orientations spécifiques au contexte. Les gouvernements devraient notamment réfléchir aux multiplicateurs d'affaires auxquels ils pourraient faire appel pour renforcer les capacités de leurs membres en matière d'adaptation.

### **SOUTENIR LES PRINCIPAUX MULTIPLICATEURS D'AFFAIRES.**

Les multiplicateurs d'affaires tels que les chambres de commerce ou les associations professionnelles jouent un rôle essentiel dans le soutien des petites entreprises dans les pays développés mais sont souvent absents dans les contextes de pays en voie de développement (Crawford & Church, 2019). Les gouvernements devraient impliquer les multiplicateurs d'affaires dans le processus de PNA là où ils existent et leur fournir l'aide dont ils ont besoin pour impliquer leurs membres ; en leur absence, les MPME peuvent avoir besoin d'un soutien ciblé pour s'impliquer dans l'adaptation (Dougherty-Choux et al., 2015). Comme mentionné précédemment, les multiplicateurs d'affaires peuvent être en mesure de soutenir l'apprentissage par les pairs et les échanges entre leurs membres, tout comme le renforcement des capacités en matière d'adaptation, et de constituer un canal pour partager les réussites et les leçons tirées du travail de leurs membres relatif à l'adaptation.

## **FOURNIR DES MISES À JOUR PLUS VASTES QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DU PNA ET SON ÉVOLUTION AU FIL DU TEMPS.**

Le dialogue et la communication avec les représentants du secteur privé sur les progrès accomplis dans le processus de PNA contribueront à assurer leur implication continue. Au fur et à mesure que les mesures d'adaptation seront mises en œuvre, la stratégie d'engagement du secteur privé devrait inclure un plan pour savoir comment tenir ces parties prenantes informées de la planification et de la mise en œuvre de l'adaptation ainsi que des résultats des mesures d'adaptation.

### **3.4 Élément D : Notification, suivi et examen**

Selon les Directives techniques du GEPMA, le quatrième élément du processus de PNA est consacré à la notification, au suivi et à l'examen. Cette phase permet de garantir que le processus de PNA reste un processus itératif, avec une intégration continue des leçons apprises dans la planification et la mise en œuvre des mesures d'adaptation au fil du temps. Les étapes de cet élément comprennent le suivi du processus de PNA, l'examen du processus de PNA afin d'en évaluer l'avancée et les lacunes, l'actualisation itérative du processus de PNA, la sensibilisation au processus de PNA et la notification de ses avancées et de son efficacité (CCNUCC, 2012).

Le secteur privé devrait être impliqué tout au long du S & E du processus de PNA. De plus, si le secteur privé ne participe pas aux phases d'élaboration ou de mise en œuvre préliminaire du processus de PNA, ce quatrième élément présente une opportunité cruciale de combler cette lacune et de les impliquer à l'avenir.



#### **Élément D**

#### **NOTIFICATION, SUIVI ET EXAMEN**

- Intégration des principales parties prenantes dans le processus de S & E
- Examen et évaluation de l'implication continue du secteur privé
- Actualisation du processus de PNA à l'aide des contributions du secteur privé
- Partage des informations en vue d'une implication accrue

### 3.4.1 Intégration des principales parties prenantes dans le processus de S & E

Le processus de PNA doit être un processus continu, progressif et itératif (voir Encadré 1 pour plus de détails) (CCNUCC, 2012). Un S & E efficace représente ainsi une composante essentielle du processus de PNA, car il garantit la poursuite des succès, l'évitement de la duplication des efforts et le comblement des lacunes potentielles dans la mise en œuvre. En effet, les processus de S & E déterminent si et comment les mesures d'adaptation réduisent la vulnérabilité aux impacts des changements climatiques et si ces mesures ont amélioré la capacité d'une communauté ou d'un pays à se préparer à ces impacts (Ospina, 2018).

Dans le cadre du processus de PNA, les équipes de PNA peuvent choisir d'élaborer une stratégie de S & E. L'implication des parties prenantes concernées, y compris le secteur privé, dans la conception de cette stratégie est primordiale. En impliquant un large éventail de parties prenantes dans cette conception, les équipes de PNA peuvent favoriser la collaboration et promouvoir un sentiment d'appropriation collective de la stratégie (Ospina, 2018). Suivant une stratégie de S & E aux Philippines, par exemple, la Commission sur les changements climatiques a confié un mandat à un conseil consultatif d'experts politiques et techniques incluant des membres du secteur privé (Hammill & Dekens, 2014). L'implication précoce du secteur privé dans le processus favorisera un engagement continu dans l'exécution de la stratégie de S & E.

Des systèmes de S & E significatifs comportent la collecte de données liées au climat, en ce qui concerne les indicateurs d'adaptation identifiés. En établissant ces indicateurs, les équipes de PNA peuvent quantifier les progrès du processus de PNA. Les données relatives au stockage de l'eau ou à la disponibilité de l'eau par habitant, par exemple, pourraient être considérées comme étant des mesures et des indicateurs pertinents pour le secteur de l'eau. Cependant, tout comme il n'existe pas d'approche universelle du S & E, il est important de noter que les indicateurs d'adaptation sélectionnés varieront d'un contexte à l'autre (Hammill & Dekens, 2014). Les données pertinentes concernant ces indicateurs peuvent être quantitatives ou qualitatives et peuvent être collectées par une grande diversité de mécanismes, y compris des enquêtes communautaires, des images satellitaires, des systèmes d'information géographique et des examens de documents. Une attention particulière devrait également être accordée à la collecte de données ventilées par genre et par âge.

Les acteurs du secteur privé peuvent souvent fournir des données précieuses concernant ces indicateurs identifiés. Lors de la conception du système kenyan de S & E pour le processus de PNA, par exemple, un certain nombre d'indicateurs ont été identifiés pour quantifier la résilience dans le secteur de l'alimentation et de la sécurité, entre autres la quantité de terres agricoles sous irrigation et le nombre de décès de bétail dus à la sécheresse (Mutimba et al., 2019). Pour ces deux éléments, le secteur privé, et plus particulièrement les petits exploitants agricoles et les

pasteurs, peuvent jouer un rôle central dans la fourniture de ces données. Lors de l'élaboration d'une stratégie ou d'un plan de S & E, il est important que les équipes de PNA prennent en compte les contributions potentielles de données venant du secteur privé.

Les acteurs du secteur privé peuvent appuyer les efforts de collecte de données par le partage ou la vente de leurs données climatiques, la notification relative à leurs résultats en matière d'adaptation et de durabilité et la divulgation des risques climatiques dans leurs chaînes d'approvisionnement (Crawford & Church, 2019). La notification des résultats positifs des mesures d'adaptation peut se traduire par des avantages pour la réputation de l'entreprise. Dans les faits, les entreprises le font peut-être déjà dans le cadre de leurs obligations envers les investisseurs ou les systèmes de certification environnementale. Néanmoins, les entreprises peuvent encore hésiter à divulguer les défaillances ou les risques de leur chaîne d'approvisionnement, car cela pourrait compromettre les investissements futurs. Il est donc impératif que l'équipe de PNA s'efforce de trouver des moyens de protéger les entreprises et de minimiser le fardeau lié à leur implication dans les activités d'adaptation (Crawford & Church, 2019).

Des ressources considérables sont nécessaires pour collecter et gérer des données pour le S & E. Pour s'impliquer dans des processus de S & E, les acteurs du secteur privé peuvent avoir besoin de développer des compétences supplémentaires, de participer à des actions de formation visant le renforcement des capacités, d'acquérir des services nouveaux ou actualisés portant sur l'information et les technologies, ou d'augmenter leurs engagements en temps ou en argent. Pour combler ces lacunes financières, techniques et de capacité, les équipes de PNA devraient établir des priorités quant aux données les plus importantes à collecter et communiquer ces priorités aux membres du secteur privé. De plus, les équipes de PNA devraient œuvrer à l'élaboration de lignes directrices, de modèles et d'outils décrivant comment le secteur privé peut soutenir les systèmes de S & E du gouvernement (Ospina, 2018). Ces modèles devraient être facilement disponibles et accessibles. Les organisations de la société civile et du développement peuvent également être sollicitées pour renforcer les capacités du secteur privé.

### 3.4.2 Examen et évaluation de l'implication continue du secteur privé

Lorsque les équipes de PNA entreprendront des efforts pour impliquer le secteur privé, il sera essentiel d'examiner et d'évaluer leur efficacité. En effet, les processus de S & E devraient également chercher à quantifier et à qualifier la participation du secteur privé au processus de PNA et, ce faisant, à identifier les réussites ou les lacunes pertinentes en matière d'implication. Cette évaluation devrait poser une partie ou la totalité des questions suivantes.

## **COMMENT LE SECTEUR PRIVÉ A-T-IL ÉTÉ IMPLIQUÉ DANS L'ÉLABORATION OU LA MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS DE PNA ?**

En premier lieu, il est important de se demander si le secteur privé a été impliqué ou non — et si oui, de quelle manière. Cela permettra de faire en sorte que le processus de PNA ne duplique pas les efforts et s'appuie plutôt sur les succès existants. Des sous-ensembles de cette question peuvent chercher à identifier à quel moment les acteurs du secteur privé ont été impliqués, à travers quels mécanismes institutionnels cela s'est fait, et si leur implication est restée cohérente ou non au cours des phases ultérieures du processus de PNA.

## **QUELS ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ ONT ÉTÉ IMPLIQUÉS ? LESQUELS NE L'ONT PAS ÉTÉ ?**

Pour répondre à cette question, il peut être utile de comprendre la représentation des acteurs du secteur privé impliqués. Il peut s'agir d'évaluer si les efforts d'implication ont attiré à la fois des financeurs privés et des entreprises privées présentant une variété d'échelles et de tailles et issus de différents secteurs. Il peut aussi s'agir d'identifier les champions du secteur privé qui ont réussi — ou échoué — à attirer d'autres acteurs. Enfin, ce procédé peut également comporter l'application d'une perspective de genre aux acteurs du secteur privé impliqués et l'identification des entités du secteur privé dirigées par des femmes ou axées sur les femmes, ou leur absence.

## **QUELS MÉCANISMES OU MÉTHODES SE SONT RÉVÉLÉS LES PLUS EFFICACES POUR IMPLIQUER LE SECTEUR PRIVÉ ? LESQUELS SONT MOINS EFFICACES ?**

Une meilleure compréhension des arrangements institutionnels, des outils de partage d'informations, des mécanismes financiers et des opportunités de renforcement des capacités ayant réussi à attirer des membres du secteur privé, et de ceux qui n'y ont pas réussi, apportera des informations essentielles pour alimenter la mise en œuvre du processus de PNA. À titre d'exemple, l'examen des arrangements institutionnels, notamment les comités de surveillance ou les groupes de travail des PNA, peut identifier des domaines supplémentaires pour favoriser le dialogue. Une évaluation des outils de partage d'informations pourrait identifier les canaux de communication efficaces permettant d'atteindre les publics les plus pertinents. Une analyse coûts-avantages des incitations visant à accroître l'implication du secteur privé, y compris les allègements fiscaux et les garanties contre les risques, peut être applicable pour évaluer la valeur ajoutée des mécanismes financiers en cours. Enfin, il faudrait procéder à des examens et des mises à jour réguliers de toute formation ou de tout produit de la connaissance émis par le gouvernement pour renforcer les capacités du secteur privé.

### **COMMENT L'IMPLICATION DU SECTEUR PRIVÉ, OU L'ABSENCE DE CELLE-CI, A-T-ELLE INFLUÉ SUR LA VULNÉRABILITÉ CLIMATIQUE AU NIVEAU LOCAL, RÉGIONAL OU NATIONAL ?**

Enfin, il est important de se demander non seulement si et comment les acteurs du secteur privé ont été impliqués, mais si cette implication a renforcé les objectifs généraux du processus de PNA visant à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience.

En complément des questions ci-dessus, les équipes de PNA peuvent souhaiter comprendre les activités d'adaptation du secteur privé qui n'ont pas été coordonnées ou alignées avec le processus de PNA. Les acteurs du secteur privé peuvent par exemple s'impliquer de manière indépendante dans des programmes de responsabilité sociale des entreprises ou des normes environnementales et de durabilité, qui peuvent tous deux servir à la réalisation des objectifs d'adaptation, sans être forcément désignés comme tels. Les questions concernant la façon d'aligner ces efforts continus du secteur privé avec le processus de PNA, et vice versa, peuvent également être prises en compte.

En répondant à ces questions, les équipes de PNA peuvent mieux cerner leurs efforts visant à impliquer le secteur privé et être en mesure d'intégrer les leçons apprises ou les meilleures pratiques identifiées à travers l'analyse dans les prochaines étapes du processus de PNA.

#### **BOÎTE À OUTILS**

Voir l'**Annex 2** pour accéder à un questionnaire permettant d'apprécier et d'évaluer l'implication du secteur privé dans le processus de PNA.

### 3.4.3 Actualisation du processus de PNA à l'aide des contributions du secteur privé

Après la collecte et l'évaluation des données relatives aux indicateurs d'adaptation, il est essentiel que les leçons apprises ou les commentaires recueillis soient incorporés dans le processus de PNA. Cela réaffirme l'importance de la souplesse dans l'élaboration et la mise en œuvre du processus de PNA. Le processus de PNA devrait être actualisé avec le soutien et la participation du secteur privé. Cet élément est particulièrement crucial si le secteur privé n'a pas été impliqué dès les premières phases d'élaboration et constituera un précédent pour une implication future. Les contributions du secteur privé sont accessibles à partir d'ateliers de validation internes ou externes traitant des mises à jour, des enquêtes ou des questionnaires du PNA, ou en sollicitant les commentaires des représentants du secteur privé sur les groupes de travail, les comités de surveillance ou les plateformes de dialogue liés au PNA.



### 3.4.4 Partage des informations en vue d'une implication accrue

Des systèmes de S & E complets peuvent faire en sorte que le processus de PNA intègre de manière itérative des opportunités de rétroaction et d'amélioration. Toutefois, il importe également de communiquer les résultats de ces processus de S & E aux parties prenantes concernées, y compris le secteur privé. La communication de ces constatations et résultats peut contribuer à la participation durable des acteurs du secteur privé précédemment impliqués et faciliter l'attraction de nouveaux acteurs.

La formulation de l'argument commercial en faveur de l'implication du secteur privé peut représenter un défi. Les acteurs du secteur privé peuvent hésiter à participer aux activités d'adaptation si les risques et avantages associés sont inconnus ou mal compris, si les retours sur investissement sont incertains ou si les options d'adaptation manquent elles-mêmes de clarté (Crawford & Church, 2019). Les acteurs du secteur privé peuvent également attendre les conclusions d'une mesure d'adaptation pilote avant d'investir dans un projet (Hammill & Dekens, 2014). Cependant, les données qui sont recueillies et évaluées dans le cadre des processus de S & E peuvent souvent servir à combler certaines des lacunes d'information mentionnées ci-dessus. Les acteurs du secteur privé peuvent utiliser les données recueillies et les résultats des projets pilotes pour élaborer l'argument commercial en faveur de l'implication dans le processus de PNA.

En plus de susciter l'intérêt de nouveaux acteurs du secteur privé, les équipes de PNA devraient chercher à notifier les résultats aux entreprises et aux sociétés qui ont déjà participé au processus de PNA. Cela peut produire des avantages sur le plan de la réputation des acteurs du secteur privé qui ont été impliqués, les encourageant ainsi à maintenir leurs engagements. La notification des réussites du processus de PNA peut également fournir aux acteurs impliqués les informations dont ils ont besoin pour justifier une adhésion de niveau supérieur ou des investissements accrus. Les équipes de PNA devraient être conscientes de la valeur et de la portée des différents canaux de communication afin de diffuser ces résultats. Les techniques de visualisation et un langage sans jargon peuvent également être bénéfiques dans cet exercice.

## RESSOURCES RECOMMANDÉES : Suivi et évaluation

### ***Instantané PNA : Le suivi et l'évaluation du processus PNA : opportunités, défis et solutions émergentes***

Cette note d'information générale du [Réseau mondial de PNA](#) examine les approches adoptées par différents pays à l'égard de leur processus de S & E du PNA, en mettant l'accent sur les opportunités, les défis et les solutions existants (Ospina, 2018).

### ***Développer des systèmes nationaux de suivi et évaluation de l'adaptation : guide méthodologique***

Ce guide méthodologique, qui s'adresse aux décideurs et aux conseillers techniques, propose un soutien concernant la conception, l'opérationnalisation et l'utilisation des systèmes de S & E des processus de PNA. Il a été élaboré par la [GIZ](#) et par le [Réseau mondial de PNA](#) (Price-Kelly et al., 2015).

### ***Repository of Adaptation Indicators: Real Case Examples From National Monitoring and Evaluation Systems***

Ce répertoire élaboré par la [GIZ](#) et par le [Réseau mondial de PNA](#) (2014) fournit des exemples d'indicateurs d'adaptation relatifs aux paramètres climatiques, aux impacts des changements climatiques, aux mesures d'adaptation et aux résultats de l'adaptation.

# 4

---

## Ressources pour impliquer le secteur privé dans le processus de PNA



Cette section propose des liens vers des ressources supplémentaires sur le secteur privé et l'adaptation aux changements climatiques qui peuvent être utiles aux pays lorsqu'ils entreprennent un processus de PNA.

## Ressources générales sur le secteur privé et l'adaptation aux changements climatiques

### **[Business and Climate Change Adaptation: Toward Resilient Companies and Communities](#)**

Ce rapport de l'initiative [Caring for Climate](#), publié par le Pacte mondial des Nations Unies et le PNUE, identifie 10 études de cas d'entreprises qui répondent activement aux risques liés aux changements climatiques et qui tirent profit des possibilités pertinentes.

### **[Companies and Climate Resilience: Mobilizing the Power of the Private Sector to Address Climate Risks](#)**

Ce document de travail du [Centre pour le climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge](#) exprime l'importance des risques climatiques en tant que défi mondial partagé comportant des risques matériels importants pour les MPME. Il identifie des possibilités d'activités de préparation des entreprises pour les PME et des opportunités permettant de mobiliser l'avantage comparatif du secteur privé dans le soutien d'un développement résilient aux changements climatiques et à faible émission de carbone.

### **[Demystifying Adaptation Finance for the Private Sector](#)**

Cette étude présentée par l'[Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement](#) témoigne du rôle que peut jouer le secteur privé pour surmonter les effets néfastes des changements climatiques et souligne l'importance des acteurs publics nationaux et internationaux pour catalyser cet engagement.

### **[Engaging the Private Sector for Green Growth and Climate Action: An Overview of Development Co-Operation Efforts](#)**

Ce document élaboré par l'[OCDE](#) donne une vue d'ensemble des approches axées sur l'implication du secteur privé dans les programmes sur la croissance verte et les changements climatiques. Il met en évidence quelques défis et enseignements tirés, notamment le besoin pour le secteur privé de s'attaquer à un plus large éventail de problèmes et la nécessité d'aligner les approches du secteur privé avec les contextes nationaux.

### **[Engaging the Private Sector in Financing Adaptation to Climate Change: Learning From Practice](#)**

Ce document publié par le programme [Action on Climate Today \(ACT\)](#) et rédigé en collaboration avec [Acclimatise](#) présente un cadre complet pour identifier les principaux facteurs habilitants permettant aux acteurs du secteur privé d'investir dans l'adaptation aux changements climatiques, en mettant en relief les approches pouvant être adoptées par les décideurs publics et les donateurs pour impliquer le secteur privé.

### **[Engaging the Private Sector in Green Infrastructure Development and Financing: A Pathway Toward Building Urban Climate Resilience](#)**

Ce rapport de l'[Agence américaine pour le développement international](#) décrit et analyse les mécanismes permettant d'impliquer le secteur privé dans la promotion et l'intégration des infrastructures vertes afin d'améliorer la résilience globale d'une ville.

### **[Impliquer le secteur privé dans les processus nationaux de planification de l'adaptation](#)**

Cette note d'orientation du [Réseau mondial de PNA](#) fournit aux gouvernements et à leurs partenaires des informations et des analyses portant sur les moyens d'impliquer le secteur privé dans le processus de PNA. Le document aborde des études de cas en cours et des pratiques exemplaires en vigueur, tout en proposant des recommandations à l'attention des décideurs et des praticiens.

### **[Financer les processus de plans nationaux d'adaptation \(PNA\) : Favoriser l'atteinte des objectifs d'adaptation des contributions déterminées au niveau national \(CDN\)](#)**

Cette note d'orientation du [Réseau mondial de PNA](#) vise à soutenir les pays dans la détermination de la manière de garantir le financement de leurs processus de PNA. Elle présente un éventail de sources potentielles de financement adaptées aux différentes phases du processus de PNA.

### **[Innovative Financing for Development: Scalable Business Models that Produce Economic, Social, and Environmental Outcomes](#)**

Ce rapport du dispositif [Global Development Incubator](#) fait état des mécanismes de financement innovants pour le développement et montre comment ces mécanismes peuvent s'aligner sur les objectifs stratégiques des membres du secteur privé, y compris les sociétés multinationales, les institutions financières et les fondations privées.

### **[Options for Increased Private Sector Participation in Resilience Investment: Focus on Agriculture](#)**

Ce rapport du [Groupe de la Banque mondiale](#) analyse les défis rencontrés pour attirer des capitaux privés servant à financer des projets de résilience et d'adaptation et identifie des solutions de financement mixte en mettant l'accent sur le secteur agricole.

### **[Participation du secteur privé à l'adaptation au changement climatique : Approches de la gestion des risques climatiques](#)**

Ce document de travail de l'[OCDE](#) examine les progrès réalisés par le secteur privé dans l'adaptation aux changements climatiques en tirant des informations de 16 études de cas provenant d'un éventail d'industries. Il fournit un aperçu de la sensibilisation des entreprises aux risques et vulnérabilités climatiques et de leur mise en œuvre de mesures d'adaptation destinées à y remédier.

### **[Private Sector Investment in Climate Adaptation in Developing Countries: Landscape, Lessons Learned and Future Opportunities](#)**

Cette analyse élaborée par [Les Fonds d'investissements climatiques](#) présente des enseignements et les meilleures pratiques en matière d'adaptation du secteur privé dans les pays en développement, en mettant l'accent sur les activités des banques multilatérales de développement.

### **[The Business Case for Responsible Corporate Adaptation: Strengthening Private Sector and Community Resilience](#)**

Ce rapport de l'initiative [Caring for Climate](#) présente l'argument commercial incitant les entreprises à mettre en œuvre des activités d'adaptation qui contribuent à la réalisation des Objectifs de développement durable et à la résilience sociétale.

### **[The Roles of the Private Sector in Climate Change Adaptation: An Introduction](#)**

Ce rapport d'introduction [d'adelphi](#) (2019) montre que les entreprises de toutes les tailles et de toutes les industries peuvent jouer un rôle dans et pour l'adaptation, en s'adaptant aux changements climatiques, en finançant l'adaptation climatique et en soutenant les autres par le biais de produits et de services favorisant la résilience.

### **[PNUD : Outil « Engaging the Private Sector »](#)**

Cet outil en ligne élaboré par le Programme d'adaptation au changement climatique du PNUD propose une introduction à l'implication du secteur privé dans l'adaptation aux changements climatiques, présente le cadre des trois C (convoquer, catalyser et capitaliser) et offre des ressources traitant des obstacles, des meilleures pratiques et des interventions.

### **CCNUCC : Base de données de la Private Sector Initiative**

Élaborée dans le cadre de la [Private Sector Initiative](#) de la CCNUCC, cette base de données en ligne présente des bonnes pratiques et des études de cas fructueuses portant sur l'adaptation aux changements climatiques et qui sont menées par des entreprises privées issues d'un large éventail de secteurs et de régions.

### **When Does Private Finance Count as Climate Finance? Accounting for Private Contributions Toward International Pledges**

Cette note de discussion de [l'Institut de Stockholm pour l'environnement](#) examine les différents types de flux financiers privés pour les activités liées au climat et évalue leur aptitude à être pris en compte dans l'Accord de Copenhague.

## **Ressources propres aux pays ou aux régions**

### **AFRIQUE**

#### **Baseline Study on Climate Change Impacts on the Private Sector in Rwanda**

Cette étude de cas élaborée par [adelphi](#) évalue et identifie les secteurs économiques qui sont à la fois pertinents pour l'économie rwandaise et touchés par les changements climatiques. L'objectif est d'utiliser ensuite ces informations pour développer des activités de renforcement des capacités dans le secteur privé sur l'adaptation aux changements climatiques.

#### **Safeguarding the Resilience of West African Coasts to Climate Change: The Role for the Private Sector**

Ce document du [Groupe de la Banque mondiale](#) propose des défis au secteur privé pour protéger les côtes ouest-africaines des changements climatiques, tout en identifiant des solutions potentielles et des pratiques exemplaires.

### **ASIE**

#### **Climate Resilience and the Role of the Private Sector in Thailand: Case Studies on Building Resilience and Adaptive Capacity**

Ce rapport publié par [Business for Social Responsibility](#) et appuyé par la [Fondation Rockefeller](#) présente le rôle important joué par le secteur privé dans le renforcement des capacités d'adaptation, en se focalisant sur la Thaïlande.

### **[Japan's Private Climate Finance Support: Mobilising Private Sector Engagement in Climate Compatible Development](#)**

Cette note d'information préparée par l'[Institut de développement d'outre-mer](#) (ODI) examine les interventions des acteurs japonais pour mobiliser l'activité du secteur privé dans le financement climatique.

#### **EUROPE**

### **[Germany's Private Climate Finance Support: Mobilising Private Sector Engagement in Climate Compatible Development](#)**

Cette note d'information préparée par l'[ODI](#) examine les interventions des acteurs allemands pour mobiliser l'activité du secteur privé dans le financement climatique.

### **[The UK's Private Climate Finance Support: Mobilising Private Sector Engagement in Climate Compatible Development](#)**

Cette note d'information préparée par l'[ODI](#) examine les interventions des acteurs du Royaume-Uni pour mobiliser l'activité du secteur privé dans le financement climatique.

#### **AMÉRIQUE DU NORD**

### **[The United States' Private Climate Finance Support: Mobilising Private Sector Engagement in Climate Compatible Development](#)**

Cette note d'information préparée par l'[ODI](#) examine les interventions des acteurs des États-Unis pour mobiliser l'activité du secteur privé dans le financement climatique.

#### **AUSTRALIE**

### **[Building the Business Case for Climate Change Adaptation: Lessons from Coastal Australia](#)**

Cette étude publiée par le [National Climate Change Adaptation Research Facility](#) de l'Australie explore comment les organisations côtières de ce pays ont utilisé une approche fondée sur les arguments commerciaux pour s'adapter aux changements climatiques.



## Ressources sur le rôle des MPME dans l'adaptation aux changements climatiques

### **[Adapting From the Ground Up: Enabling Small Businesses in Developing Countries to Adapt to Climate Change](#)**

Ce rapport du [PNUD](#) met en lumière les difficultés auxquelles se heurtent les petites entreprises des pays en développement pour s'adapter aux changements climatiques, notamment l'accès à l'information et au financement, les capacités techniques et la politique. Il propose des interventions de décideurs publics permettant de surmonter ces obstacles et de soutenir les entreprises vulnérables.

### **[Business Unusual: Why the Climate is Changing the Rules for our Cities and SMEs](#)**

Ce rapport élaboré par l'[Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement](#) décrit le rôle central que peut jouer le secteur des assurances en collaborant avec les PME et les villes pour renforcer la résilience climatique.

### **[Private-Sector Action in Adaptation: Perspectives on the Role of Micro, Small and Medium Size Enterprises](#)**

Cet ouvrage de l'[Université technique du Danemark](#) et du PNUÉ explore différentes perspectives concernant la manière de favoriser l'action des MPME dans les pays en développement, de minimiser les effets néfastes des changements climatiques sur leurs entreprises et d'identifier les opportunités commerciales.

## Outils pour les entreprises pour identifier les vulnérabilités et les options d'adaptation

### **[BACLIAT Vulnerability Assessment](#)**

Élaborée par le [UKCIP](#), l'évaluation des vulnérabilités BACLIAT est un processus sous la forme d'un atelier visant à aider les entreprises à tenir compte des impacts potentiels des futurs changements climatiques sur leur organisation.

### **[CCORAL: Caribbean Climate Online Risk and Adaptation Tool](#)**

Cet outil axé sur les Caraïbes a été conçu pour aider les organisations régionales à prendre des décisions stratégiques favorisant la résilience climatique. Il a été financé par le [Département pour le développement international du Royaume-Uni](#) et le [Réseau de connaissances sur le climat et le développement](#).

### **Climate Expert**

L'outil Climate Expert propose une approche en quatre étapes et des documents de travail aux entreprises, et particulièrement aux MPME, pour analyser et évaluer les risques et opportunités liés aux changements climatiques pouvant avoir une incidence sur leurs activités. Il a été élaboré par la [GIZ](#) (n.d.).

### **LCLIP: Local Climate Impacts Profile**

L'outil LCLIP a été conçu par le [UKCIP](#) pour aider les organisations à évaluer leur exposition aux conditions climatiques. Il peut être utilisé de manière autonome ou dans un cadre axé sur le risque.

### **UKCIP Risk Framework**

Ce cadre portant sur le risque, l'incertitude et la prise de décision et créé par le [UKCIP](#) (n.d.) offre un processus étape par étape pour aider les entreprises à identifier et à évaluer les mesures d'adaptation les plus appropriées pour leur organisation.

## Références

- Ackermann, F., & Eden, C. (2011). Strategic management of stakeholders: Theory and practice. *Long Range Planning* 44: 179–196. [https://www.researchgate.net/publication/222804628\\_Strategic\\_Management\\_of\\_Stakeholders\\_Theory\\_and\\_Practice](https://www.researchgate.net/publication/222804628_Strategic_Management_of_Stakeholders_Theory_and_Practice)
- Adaptation Committee. (2017). *Advancing the engagement of the private sector in adaptation* (AC/2017/17/Add.1). [https://unfccc.int/sites/default/files/ac12\\_8c\\_ps\\_add1.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/ac12_8c_ps_add1.pdf)
- Adaptation Committee. (2019a). *Fostering engagement of the agri-food sector in resilience to climate change*. [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/ac15\\_8a\\_ps\\_report\\_final.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/ac15_8a_ps_report_final.pdf)
- Adaptation Committee. (2019b). *Various approaches to long-term adaptation planning*. <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/variousapproaches%20.pdf>
- adelphi. (2019). *The roles of the private sector in climate change adaptation: An introduction*. <https://www.adelphi.de/en/system/files/mediathek/bilder/EXPLAINER%20The%20roles%20of%20the%20private%20sector%20in%20climate%20change%20adaptation%20-%20adelphi.pdf>
- Cameron, E., Arrighi, J., Monasso, F., Suarez, P., Jjemba, E., & Bachofen, C. (2019). *Companies and climate resilience: Mobilizing the power of the private sector to address climate risks*. Red Cross Red Crescent Climate Centre. <https://climatecentre.org/downloads/files/Climate%20Centre%20Private%20sector%20working%20paper%20Aug19.pdf>
- Caribbean Community Climate Change Centre. (n.d.). CCORAL: Caribbean Climate Online Risk Adaptation Tool. <http://ccoral.caribbeanclimate.bz/>
- Committee on Climate Change. (n.d.). *UK regulations: The Climate Change Act*. <https://www.theccc.org.uk/tackling-climate-change/the-legal-landscape/the-climate-change-act/>
- Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). (2010). *Les accords de Cancún: Résultats des travaux du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention* (1/CP.16). <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/docs/2010/cop16/fre/07a01f.pdf>
- Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. (2012, décembre). *Plans nationaux d'adaptation: Directives techniques pour le processus des plans nationaux d'adaptation*. Groupe d'experts des pays les moins avancés. [https://unfccc.int/files/adaptation/cancun\\_adaptation\\_framework/national\\_adaptation\\_plans/application/pdf/naptechguidelines\\_french\\_lowres.pdf](https://unfccc.int/files/adaptation/cancun_adaptation_framework/national_adaptation_plans/application/pdf/naptechguidelines_french_lowres.pdf)

- Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. (2015). *Accord de Paris*. [https://unfccc.int/files/essential\\_background/convention/application/pdf/french\\_paris\\_agreement.pdf](https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf)
- Crawford, A. & Church, C. (2019). *Impliquer le secteur privé dans les processus nationaux de planification de l'adaptation*. Institut international du développement durable. <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2019/04/napgn-fr-2019-engaging-the-private-sector-in-national-adaptation-planning-processes.pdf>
- Crishna Morgado, N. & Lasgargues, B. (2017). *Engaging the private sector for green growth and climate action: An overview of development co-operation efforts*. Organisation for Economic Co-operation and Development. <https://www.cbd.int/financial/2017docs/oecd-private2017.pdf>
- Deutsche Gesellschaft Für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (n.d.). Climate Expert. <https://www.climate-expert.org/en/home/>
- Deutsche Gesellschaft Für Internationale Zusammenarbeit & NAP Global Network. (2014, le 30 juin). *Repository of adaptation indicators: Real case examples from national monitoring and evaluation systems*. <http://napglobalnetwork.org/resource/repository-adaptation-indicators-real-case-examples-national-monitoring-evaluation-systems/>
- Deutsche Gesellschaft Für Internationale Zusammenarbeit. (2017). *The role of the NAP process in translating NDC adaptation goals into action: Linking NAP processes and NDCs*. <http://www.adaptationcommunity.net/wp-content/uploads/2017/10/The-Role-of-the-NAP-Process-in-Translating-NDC-Adaptation-Goals-into-Action.-Linking-NAP-processes-and-NDCs.pdf>
- Deutsche Gesellschaft Für Internationale Zusammenarbeit. (2019). *Rwanda*. <https://www.climate-expert.org/en/home/business-adaptation/rwanda/>
- DNV GL Sustainia & United Nations Global Compact. (2015). *Global opportunity report 2015*. [https://www.unglobalcompact.org/docs/publications/Global\\_Opportunity\\_Report.pdf](https://www.unglobalcompact.org/docs/publications/Global_Opportunity_Report.pdf)
- Dougherty-Choux, L., Terpstra, P., Kammila, S., & Kurukulasuriya, P. (2015). *Adapting from the ground up: Enabling small businesses in developing countries to adapt to climate change*. World Resources Institute and United Nations Development Programme. [www.wri.org/sites/default/files/Adapting\\_From\\_The\\_Ground\\_Up.pdf](http://www.wri.org/sites/default/files/Adapting_From_The_Ground_Up.pdf)
- Fayolle, V., Fovet, C., Soundarajan, V., Nath, V., Acharya, S., Gupta, N. & Petrarulo, L. (2019). *Engaging the private sector in financing adaptation in climate change: Learning from practice*. Action on Climate Today (ACT). <https://www.preventionweb.net/publication/engaging-private-sector-financing-adaptation-climate-change-learning-practice>
- Ghana Environmental Protection Agency. (2019). *Ghana's Private Sector Engagement Strategy for the National Adaptation Plan*. Government of Ghana.

- Global Document Incubator. (2014, septembre). *Innovative financing for development: Scalable business models that produce economic, social, and environmental outcomes*. [https://www.citigroup.com/citi/foundation/pdf/innovative\\_financing\\_for\\_development.pdf](https://www.citigroup.com/citi/foundation/pdf/innovative_financing_for_development.pdf)
- Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment. (2018). *Global trends in climate change legislation and litigation: 2018 Snapshot*. <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/publication/global-trends-in-climate-change-legislation-and-litigation-2018-snapshot/>
- Hammill, A. & Dekens, J. (2014). *Monitoring and evaluation adaptation at aggregated levels: A comparative analysis of ten systems*. NAP Global Network. [https://gc21.giz.de/ibt/var/app/wp342deP/1443/wp-content/uploads/filebase/me/me-guides-manuals-reports/GIZ\\_2014-Comparative\\_analysis\\_of\\_national\\_adaptation\\_M&E.pdf](https://gc21.giz.de/ibt/var/app/wp342deP/1443/wp-content/uploads/filebase/me/me-guides-manuals-reports/GIZ_2014-Comparative_analysis_of_national_adaptation_M&E.pdf)
- Hammill, A. & Price-Kelly, H. (2015). *Aperçu du PNA: amorçage de l'intégration sectorielle des mesures d'adaptation*. Réseau mondial de PNA. <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2015/11/napgn-fr-2015-snapshot-initiating-sector-integration-of-adaptation-considerations.pdf>
- Heineken, N.V. (2018). *Project Grow*. <https://www.theheinekencompany.com/sustainability/case-studies/project-grow>
- Intergovernmental Panel on Climate Change. (2018). *Global warming of 1.5°C: Summary for policymakers*. [https://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15\\_spm\\_final.pdf](https://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15_spm_final.pdf)
- International Union for Conservation of Nature. (2015). *Gender and climate change*. <https://www.iucn.org/resources/issues-brief/gender-and-climate-change>
- Jamaica Observer. (2017, le 10 juillet). *Red Stripe to engage more farmers in cassava cultivation*. <https://www.jamaicaobserver.com/latest-news/red-stripe-to-engage-more-farmers-in-cassava-cultivation/>
- Ledwell, C. (2018). *Instantané PNA: Les communications stratégiques pour les processus de plans nationaux d'adaptation (PNA)* (Note d'information générale n° 4). Réseau mondial de PNA. <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2018/01/napgn-fr-2018-strategic-communications-for-nap-processes.pdf>
- Livelihoods Funds. (2018). *Madagascar: A resilient vanilla supply chain with farmers*. [www.livelihoods.eu/projects/madagascar-a-resilient-vanilla-supply-chain-with-farmers](http://www.livelihoods.eu/projects/madagascar-a-resilient-vanilla-supply-chain-with-farmers)
- Motyka, M., Porter, S. E., Sanborn, S., Slaughter, A., & Smith, S. (2019). *Deloitte Resources 2019 study: Energy management: Balancing climate, cost, and choice*. Deloitte Insights. [https://www2.deloitte.com/content/dam/insights/us/articles/5065\\_Global-resources-study/DI\\_Global-resources-study.pdf](https://www2.deloitte.com/content/dam/insights/us/articles/5065_Global-resources-study/DI_Global-resources-study.pdf)

- Mufson, S. (2019, le 11 juin). More U.S. businesses making changes in response to climate concerns. Washington Post. [https://www.washingtonpost.com/climate-environment/more-us-businesses-making-changes-in-response-climate-concerns/2019/06/10/a30c86ac-8944-11e9-98c1-e945ae5db8fb\\_story.html?noredirect=on](https://www.washingtonpost.com/climate-environment/more-us-businesses-making-changes-in-response-climate-concerns/2019/06/10/a30c86ac-8944-11e9-98c1-e945ae5db8fb_story.html?noredirect=on)
- Mutimba, S., Simiyu, S. W., Lelekoiten, T. L., Ospina, A., Murphy, D. (2019). *sNAPshot: Kenya's monitoring and evaluation of adaptation: Simplified, integrated, multilevel*. NAP Global Network. <http://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2019/05/napgn-en-2019-snapshot-kenyas-monitoring-and-evaluation-of-adaptation-simplified-integrated-multilevel.pdf>
- NAP Global Network. (2020a). *NDC-NAP alignment*. <http://napglobalnetwork.org/themes/ndc-nap-linkages/>
- NAP Global Network. (2020b). *Strategic communications*. <http://napglobalnetwork.org/themes/strategic-communications/>
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2011). *Participation du secteur privé à l'adaptation au changement climatique: Approches de la gestion des risques climatiques*. [https://www.oecd-ilibrary.org/environment/participation-du-secteur-prive-a-l-adaptation-au-changement-climatique\\_5k9cv8kpr220-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/environment/participation-du-secteur-prive-a-l-adaptation-au-changement-climatique_5k9cv8kpr220-fr)
- Organisation for Economic Co-operation and Development. (2015). *The private sector: The missing piece of the SDG puzzle*. OECD Global Forum on Development. <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/Infographic%20-%20The%20Private%20Sector%20-%20Missing%20Piece%20of%20the%20SDG%20puzzle.pdf>
- Ospina, A. (2018). *Instantané PNA: Le suivi et l'évaluation du processus PNA: opportunités, défis et solutions émergentes*. Réseau mondial de PNA. <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2018/01/napgn-fr-2018-snapshot-monitoring-and-evaluation-in-the-nap-process-opportunities-challenges-and-emerging-solutions.pdf>
- Overseas Development Institute. (n.d.). *Successful communication: A toolkit for researchers and civil society organisations*. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6459.pdf>
- Parry, J.-E., Dazé, A., Dekens, J., Terton, A., Brossmann, M. & Oppowa, S. (2017). *Financer les processus de plans nationaux d'adaptation (PNA): Favoriser l'atteinte des objectifs d'adaptation des contributions déterminées au niveau national (CDN)*. Institut international du développement durable. <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2017/08/napgn-fr-2017-financing-nap-processes-contributing-to-the-achievement-of-ndc-goals.pdf>
- Patagonia. (2019). *Patagonia Action Works*. <https://www.patagonia.com/actionworks/about/>

- Price-Kelly, H., & Hammill, A. (2015). *Aperçu du PNA : amorçage de l'intégration sectorielle des mesures d'adaptation*. Réseau mondial de PNA. <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2015/11/napgn-fr-2015-snapshot-initiating-sector-integration-of-adaptation-considerations.pdf>
- Price-Kelly, H., Hammill, A., Dekens, J., Leiter, T., & Olivier, J. (2015, le 1er décembre). *Développer des systèmes nationaux de suivi et évaluation de l'adaptation : guide méthodologique*. [https://www.adaptationcommunity.net/download/me/national-level-me\(2\)/giz2015\\_Developper-des-systemes-nationaux-de-suivi-et-evaluation-de-lE28099adaptation.pdf](https://www.adaptationcommunity.net/download/me/national-level-me(2)/giz2015_Developper-des-systemes-nationaux-de-suivi-et-evaluation-de-lE28099adaptation.pdf)
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2011). *Assurer l'égalité entre les hommes et les femmes dans le financement de la lutte contre les changements climatiques*. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/Ensuring-gender-equity-CC-FR.pdf>
- PROVIA. (2013). *PROVIA guidance on assessing vulnerability, impacts and adaptation to climate change*. <https://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/provia-guidance-nov2013-summary.pdf>
- Rainforest Alliance. (2019). *Sustainable Agriculture Certification*. <https://www.rainforest-alliance.org/business/solutions/certification/agriculture/>
- Sabin Center for Climate Change Law. (2019). *Leghari v. Federation of Pakistan*. <http://climatecasechart.com/non-us-case/ashgar-leghari-v-federation-of-pakistan/?cn-reloaded=1>
- Sanderson, H. (2017, le 26 septembre). *How business can meet the challenge of climate change*. ScienceNordic. <https://sciencenordic.com/business-climate-change-denmark/how-business-can-meet-the-challenge-of-climate-change/1449325>
- Schaer, C. & Kuruppu, N. (éds). (2018). *Private-sector action in adaptation: Perspectives on the role of micro, small and medium size enterprises*. UNEP DTU Partnership. <https://unepdtu.org/wp-content/uploads/2019/04/msme-adaptation-updated-web-2.pdf>
- Sussman, F. & Freed, J. (2008). *Adapting to climate change: A business approach*. Pew Center on Global Climate Change. [https://www.pewtrusts.org/-/media/legacy/uploadedfiles/wwwpewtrustsorg/reports/global\\_warming/businessadaptationpdf.pdf](https://www.pewtrusts.org/-/media/legacy/uploadedfiles/wwwpewtrustsorg/reports/global_warming/businessadaptationpdf.pdf)
- Task Force on Climate-Related Financial Disclosures. (2019). *About the Task Force*. <https://www.fsb-tcfd.org/about/>
- United Nations Environment Programme Finance Initiative. (2015). *Business unusual: Why the climate is changing the rules for our cities and SMEs*. [https://www.unepfi.org/psi/wp-content/uploads/2015/10/business\\_unusual.pdf](https://www.unepfi.org/psi/wp-content/uploads/2015/10/business_unusual.pdf)

United Nations Environment Programme Finance Initiative, Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ), Deutsche Gesellschaft Für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), & the Frankfurt School. (2016). *Demystifying adaptation finance for the private sector*. [www.unepfi.org/publications/climate-change-publications/demystifying-adaptation-finance-for-private-sector](http://www.unepfi.org/publications/climate-change-publications/demystifying-adaptation-finance-for-private-sector)

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (n.d.). Private Sector Initiative (PSI) database. <https://unfccc.int/topics/resilience/resources/psi-database>

United Nations Framework Convention on Climate Change. (2019a). *National Adaptation Plans*. <https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/workstreams/national-adaptation-plans>

United Nations Framework Convention on Climate Change. (2019b). *Opportunities and options for adaptation finance, including in relation to the private sector* (FCCC/TP/2019/3). [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/tp2019\\_03E.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/tp2019_03E.pdf)

United Nations Global Compact. (2015). *The business case for responsible corporate adaptation: Strengthening private sector and community resilience*. [https://www.unglobalcompact.org/docs/issues\\_doc/Environment/climate/Adaptation-2015.pdf](https://www.unglobalcompact.org/docs/issues_doc/Environment/climate/Adaptation-2015.pdf)

United Nations Global Compact, United Nations Environment Programme, & CEO Water Mandate. (2012). *Business and climate change adaptation: Toward resilient companies and communities*. [https://www.unglobalcompact.org/docs/issues\\_doc/Environment/climate/Business\\_and\\_Climate\\_Change\\_Adaptation.pdf](https://www.unglobalcompact.org/docs/issues_doc/Environment/climate/Business_and_Climate_Change_Adaptation.pdf)

Wedeman, N., & Petruney, T. (2018). *Invest in girls and women to tackle climate change and conserve the environment*. Women Deliver.

World Business Council for Sustainable Development. (2017). *WBCSD Climate Smart Agriculture Action Plan 2020: Mid-term report*. [http://docs.wbcsd.org/2017/11/WBCSD\\_Climate\\_Smart\\_Agriculture-Action\\_Plan\\_2020-MidTermReport.pdf](http://docs.wbcsd.org/2017/11/WBCSD_Climate_Smart_Agriculture-Action_Plan_2020-MidTermReport.pdf)



# Annexe 1. Cartographier les parties prenantes du secteur privé : Deux approches

## Exemple 1a. Matrice influence/intérêt

L'Agence pour la protection de l'environnement du Ghana a utilisé une méthodologie fondée sur une matrice influence/intérêt permettant de cartographier les parties prenantes lors de l'élaboration en 2019 de la stratégie visant à impliquer le secteur privé du Ghana dans le plan national d'adaptation (*Ghana's Private Sector Engagement Strategy for the National Adaptation Plan*). Cette approche a contribué à prioriser les secteurs et les parties prenantes à impliquer.

À partir d'un examen de la littérature portant sur les évaluations et les politiques de vulnérabilité aux changements climatiques existantes du Ghana, et en se basant sur les informations recueillies lors de collaborations antérieures avec les parties prenantes des secteurs public et privé, l'Agence pour la protection de l'environnement a évalué les facteurs suivants pour chaque acteur du secteur privé :

- **Intérêt.** Cela reflète l'intérêt manifeste d'une partie prenante du secteur privé pour une mesure d'adaptation ou son potentiel à être touché par la mesure d'adaptation.
- **Influence.** Cela représente le potentiel de l'acteur du secteur privé à avoir un impact significatif sur la capacité d'un pays à atteindre ses objectifs dans le processus de PNA, qu'il soit positif ou négatif. Ces acteurs peuvent comprendre les multiplicateurs d'affaires tels que les associations professionnelles ou une chambre de commerce, ou encore les plus grandes entreprises d'un marché oligarchique ou monopolistique. Ils peuvent également inclure ceux qui sont en mesure d'encourager la mobilisation d'autres acteurs du secteur privé.

Après avoir identifié une liste des principales parties prenantes du secteur privé, y compris les entreprises d'État, l'équipe de PNA peut travailler au placement de chaque partie prenante dans la matrice, son placement correspondant à la combinaison de son influence et de son intérêt perçus. L'implication des acteurs identifiés comme ayant une influence élevée et un intérêt élevé devrait être prioritaire.

Figure A1. Matrice influence/intérêt des parties prenantes



Source: Adaptée d'Overseas Development Institute (n.d.) et d'Ackermann & Eden (2011).

## Exemple 1b. Cartographier les parties prenantes du secteur privé : Entreprises et financeurs

Le Réseau mondial de PNA a élaboré l'exercice ci-dessous dans le cadre d'une auto-évaluation plus large utilisée en juillet 2019 lors d'un événement mondial d'apprentissage par les pairs qui s'est concentré sur l'implication des acteurs du secteur privé dans les processus de PNA.

### INSTRUCTIONS

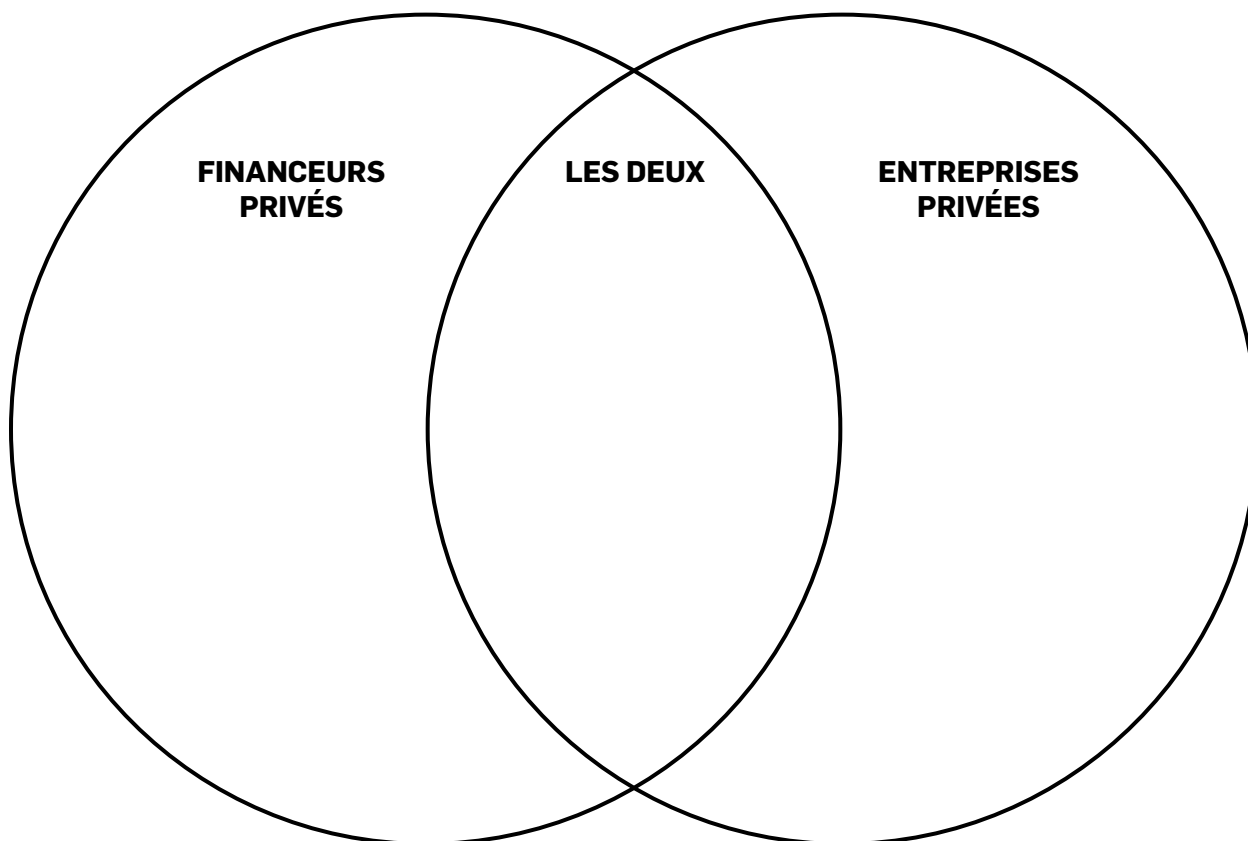
Énumérez autant d'acteurs du secteur privé que possible qui pourraient être appelés à s'impliquer dans le processus de PNA dans le contexte spécifique de votre pays. Soyez aussi précis que possible (par exemple, noms d'entreprises, groupes de financeurs, etc.). Utilisez des stylos de couleurs différentes pour faire la distinction entre :

**BLEU** : Acteurs qui ont déjà été impliqués dans le processus de PNA.

**ROUGE** : Acteurs qui pourraient être impliqués à l'avenir.

Veillez également considérer **comment** ils pourraient être impliqués.

- Si l'acteur pourrait être un financeur privé potentiel d'une option ou d'une activité d'adaptation, placez-le dans le cercle des « financeurs privés » (par exemple, les banques commerciales, les institutions de microfinancement, les compagnies d'assurance, les investisseurs institutionnels, les fondations privées, les œuvres caritatives, etc.).
- Si l'acteur pourrait être un exécutant potentiel d'une option ou d'une activité d'adaptation, placez-le dans le cercle des « entreprises privées » (par exemple, les sociétés multinationales, les petites et moyennes entreprises, les organisations d'agriculteurs, etc.).
- Si l'acteur pourrait être classé dans les deux catégories à la fois, placez-le dans la zone où les cercles se chevauchent.



## Annexe 2. Questionnaire pour apprécier et évaluer l'implication du secteur privé dans le processus de PNA

Ce qui suit constitue une invitation aux équipes de PNA à identifier les réussites et les lacunes des efforts continus relatifs à l'implication du secteur privé. Ces feuilles de travail permettent une interrogation autour de l'implication du secteur privé en posant les questions suivantes :

- **Qui** a été impliqué ?
- **Quand** ont-ils été impliqués ?
- **Comment** ont-ils été impliqués ?
- Quels ont été les **impacts** ultérieurs de cette implication sur la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques ?

En répondant à ces questions, les équipes de PNA peuvent commencer à quantifier et à qualifier la participation du secteur privé au processus de PNA.

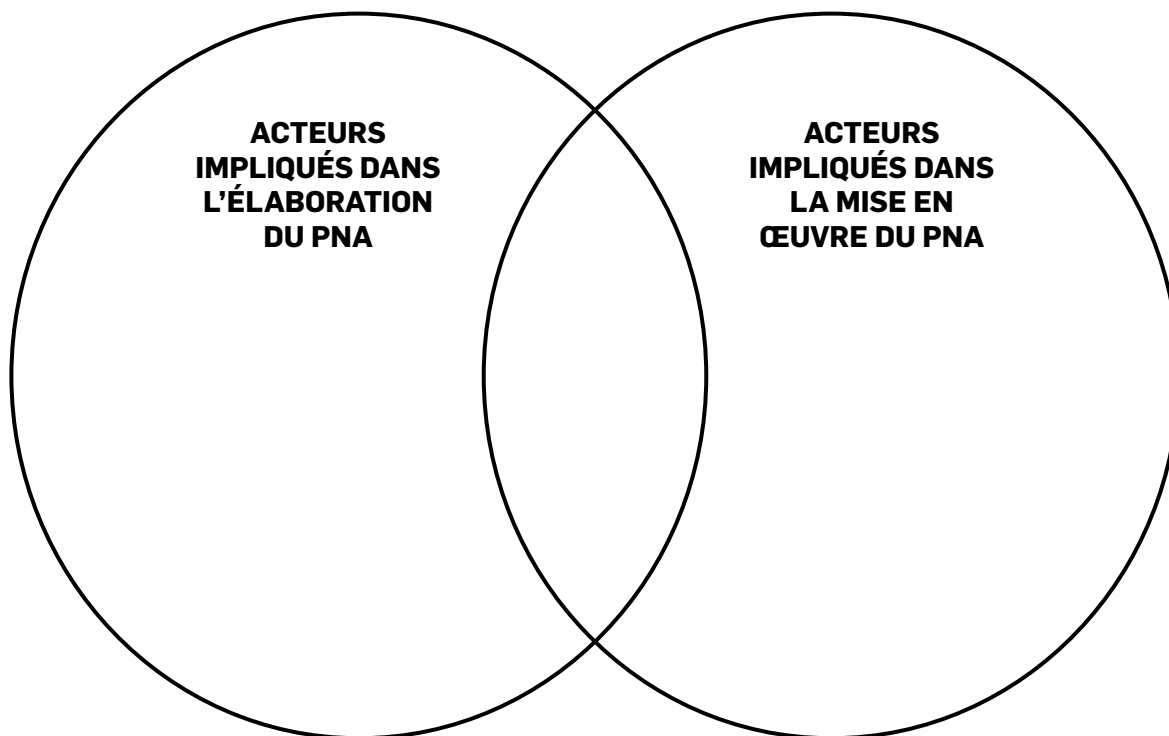
La première étape consiste à identifier **qui** a déjà été impliqué et à comprendre de quels secteurs et de quelles échelles d'acteurs il s'agit. Une fois que la liste est complétée, identifiez les lacunes au niveau de l'implication. Par exemple, est-ce que tous les acteurs du secteur privé impliqués viennent du même secteur ? Sont-ils tous des financeurs ? Dans la zone grisée ci-dessous, mettez en évidence les acteurs potentiels qui pourraient aider à combler ces lacunes.

Qui a été impliqué ?					
Nom de l'acteur du secteur privé	S'agit-il d'une entreprise ou d'un financeur ?	Quels secteurs représente-t-il ? (par ex., tourisme, agriculture, sylviculture)	À quelle échelle fonctionne-t-il ? (par ex., micro, petite, moyenne, grande)	S'agit-il d'une entité dirigée par des femmes ou axée sur les femmes ?	Est-ce un champion du secteur privé ? Pourrait-il attirer d'autres acteurs du secteur privé ?
Acteurs à impliquer					

La prochaine étape consiste à comprendre **quand** les acteurs du secteur privé ont été impliqués. Ont-ils été intégrés lors de l'élaboration du PNA ou lors de sa mise en œuvre ? S'ils ont participé à son élaboration, ont-ils poursuivi leur implication au cours de sa mise en œuvre ultérieure ?

### Quand ont-ils été impliqués ?

Consignez les acteurs énumérés ci-dessus dans le diagramme de Venn suivant, en indiquant quand ils ont été intégrés au processus de PNA.



Des acteurs ont-ils été perdus entre les phases d'élaboration et de mise en œuvre ? Comment pourraient-ils être impliqués à nouveau ?

Existe-t-il des opportunités pour impliquer les acteurs qui participent à la mise en œuvre dans les efforts visant à actualiser le PNA sur la base des résultats du suivi et de l'évaluation ? Répondez dans la case ci-dessous.

La troisième étape consiste à se poser la question de **comment** les acteurs du secteur privé ont été impliqués. Ont-ils été intégrés à travers des arrangements institutionnels précis ? Ont-ils été informés sur le processus de PNA par le partage d'informations ? Ont-ils bénéficié de mécanismes de financement mis en place dans le cadre du processus de PNA ? Qu'en est-il des programmes et des ateliers de renforcement des capacités ? Pour chacun des acteurs énumérés dans le tableau précédent, décrivez comment ils ont été impliqués dans le processus de PNA.

Comment ont-ils été impliqués ?					
Nom de l'acteur du secteur privé	Quels arrangements institutionnels ont été utilisés pour impliquer cet acteur ?	Quelles activités de partage d'informations ont été utilisées pour impliquer cet acteur ?	Quels mécanismes de financement ont été utilisés pour impliquer cet acteur ?	Quels programmes de renforcement des capacités ont été utilisés pour impliquer cet acteur ?	Autres considérations :

Parmi les actions mentionnées ci-dessus, lesquelles pourraient être renforcées afin d'impliquer un plus grand nombre d'acteurs du secteur privé ? Répondez dans la case ci-dessous.





### Autres considérations :

Les acteurs du secteur privé se sont-ils lancés dans d'autres activités liées à l'adaptation qui n'ont pas été alignées sur le processus de PNA ? Les programmes de responsabilité sociale des entreprises ou les efforts de durabilité environnementale peuvent contribuer aux objectifs d'adaptation mais peuvent ne pas avoir été coordonnés avec le processus de PNA. Existe-t-il un moyen d'aligner ces efforts ?

Activité d'adaptation	Existe-t-il une opportunité d'aligner cette activité avec le processus de PNA ?



**Réseau  
mondial  
de PNA**



**United Nations  
Climate Change**

**Coordinating Climate-Resilient  
Development**

[www.napglobalnetwork.org](http://www.napglobalnetwork.org)

[info@napglobalnetwork.org](mailto:info@napglobalnetwork.org)

 [@NAP\\_Network](https://twitter.com/NAP_Network)

 [@NAPGlobalNetwork](https://www.facebook.com/NAPGlobalNetwork)

**Comité d'adaptation**

Financial support provided by:  
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :

**Canada**



Federal Ministry  
for Economic Cooperation  
and Development



Secretariat hosted by:  
Secrétariat hébergé par :

 **IISD**